

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

N. 2006 — 3391

[C — 2006/22807]

5 AUGUSTUS 2006. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 mei 2001 tot instelling van een algemeen reglement betreffende de inkomensgarantie voor ouderen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 maart 2001 tot instelling van een inkomensgarantie voor ouderen, inzonderheid op artikel 7, § 1, vierde lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 mei 2001 tot instelling van een algemeen reglement betreffende de inkomensgarantie voor ouderen, inzonderheid op artikel 19, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 juli 2002;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor pensioenen, gegeven op 28 november 2005;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 1 februari 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 23 maart 2006;

Gelet op het advies 40.685/1 van de Raad van State, gegeven op 29 juni 2006, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 19 van het koninklijk besluit van 23 mei 2001 tot instelling van een algemeen reglement betreffende de inkomensgarantie voor ouderen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 juli 2002; wordt aangevuld als volgt :

« 9^o de vergoedingen die ontvangen zijn in het kader van het vrijwilligerswerk, voorzover ze de in hoofdstuk VII van de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers bedoelde bedragen niet overschrijden. ».

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 februari 2006.

Art. 3. Onze Minister van Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 augustus 2006.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,
B. TOBBACK

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

F. 2006 — 3391

[C — 2006/22807]

5 AOÛT 2006. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 23 mai 2001 portant règlement général en matière de garantie de revenus aux personnes âgées

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 mars 2001 instituant la garantie de revenus aux personnes âgées, notamment l'article 7, § 1, alinéa 4;

Vu l'arrêté royal du 23 mai 2001 portant règlement général en matière de garantie de revenus aux personnes âgées, notamment l'article 19, modifié par l'arrêté royal du 11 juillet 2002;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national des pensions, donné le 28 novembre 2005;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 1 février 2006;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 23 mars 2006;

Vu l'avis 40.685/1 du Conseil d'Etat, donné le 29 juin 2006, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1^{er}, 1^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 19 de l'arrêté royal du 23 mai 2001 portant règlement général en matière de garantie de revenus aux personnes âgées, modifié par l'arrêté royal du 11 juillet 2002, est complété comme suit :

« 9^o des indemnités perçues dans le cadre du volontariat dans la mesure où elles n'excèdent pas les montants visés au chapitre VII de la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires. ».

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} février 2006.

Art. 3. Notre Ministre des Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 août 2006.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,
B. TOBBACK

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2006 — 3392

[C — 2006/29095]

2 JUIN 2006. — Décret portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur artistique (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

1. Modifications au décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique

Article 1^{er}. L'article 2 du décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique est remplacé par la disposition suivante :

« Article 2. § 1^{er}. Des études supérieures de type court ou de type long peuvent être organisées.

§ 2. Les établissements qui organisaient des études de type long en quatre ans lors de l'année 2004-2005 sont habilités à organiser simultanément des études de deuxième cycle d'une même option en 60 ou en 120 crédits. Ils veillent à articuler leur programme de formation de manière à garantir à l'étudiant qui choisit dans un premier temps un master en 60 crédits, la poursuite de ses études sans enseignements complémentaires pour obtenir le master de la même option en 120 crédits.

§ 3. A l'issue d'une formation initiale d'au moins 300 crédits, des études d'au moins 60 crédits, acquis en une année d'études au moins, peuvent conduire à l'obtention du grade académique de master spécialisé artistique.

Le grade de master spécialisé artistique est créé. Il peut être délivré dans les quatre domaines.

§ 4. Le diplôme délivré mentionne le domaine, la section éventuelle, l'option, la spécialité éventuelle ainsi que le sujet du travail de fin d'études éventuel.

Art. 2. Dans l'article 4 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans l'alinéa 1^{er}, les mots « L'enseignement peut être organisé en unités de valeur d'une durée d'un semestre pouvant s'inscrire dans le système de transfert de crédits européens (ECTS). » sont abrogés;

2° Dans l'alinéa 2, les mots «, qui font partie intégrante des activités d'apprentissage visées à l'article 22 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités, » sont insérés entre les mots « Les activités d'enseignement » et « comprennent »;

3° L'alinéa 3 est abrogé.

Art. 3. L'article 6 du même décret est abrogé.

Art. 4. L'article 7, alinéa 1^{er} à 5, du même décret, modifié par le décret du 31 mars 2004, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 7. Le grade de bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace est créé et le diplôme y afférent est délivré au terme de l'enseignement supérieur artistique de type court.

Le grade de bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace est créé et le diplôme y afférent est délivré au terme du premier cycle de transition de l'enseignement supérieur artistique de type long.

Le grade de master en arts plastiques, visuels et de l'espace est créé et le diplôme y afférent est délivré au terme du deuxième cycle de l'enseignement supérieur artistique de type long. »

Art. 5. A l'article 8, § 2, du même décret, les alinéas 2 et 3 sont abrogés.

Art. 6. A l'article 9 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au § 2, alinéa 1^{er}, modifié par le décret du 31 mars 2004, les mots « ou des cours propres au champ interdisciplinaire à considérer » sont abrogés;

2° Au § 2, alinéa 1^{er}, modifié par le décret du 31 mars 2004, les mots « 33 % » sont remplacés par les mots « 25 p.c. »;

3° Au § 2, alinéa 3, les mots « La formation comporte obligatoirement les cours visés à l'article 10, § 1^{er}, correspondant aux champs interdisciplinaires. » sont abrogés.

Art. 7. Dans l'article 10 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le § 2, remplacé par le décret du 31 mars 2004 est abrogé;

2° Le § 3 est remplacé par la disposition suivante : « La liste des options organisables dans l'enseignement de type court et de type long du domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace est fixée à l'annexe 1. L'interdisciplinarité peut être mise en oeuvre entre toutes les activités d'enseignement organisées au sein des établissements »;

3° Le § 4 est abrogé.

Art. 8. Dans l'article 11 du même décret, modifié par le décret du 31 mars 2004, les modifications suivantes sont apportées :

1° L'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant : « Ce grade est créé et le diplôme y afférent est délivré par l'établissement où sont organisées les études qui y préparent ».

2° L'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant : « Sont admis à se présenter aux examens conduisant à l'obtention du grade et du diplôme précités les porteurs du diplôme de licencié en arts plastiques, visuels et de l'espace, les étudiants poursuivant des études menant au grade de licencié en arts plastiques, visuels et de l'espace, les étudiants porteurs du grade de master en arts plastiques, visuels et de l'espace, les étudiants poursuivant des études menant au grade de master avec finalité didactique. Dans ce dernier cas, l'agrégation est délivrée à l'étudiant conjointement avec le grade de master. »

3° A l'alinéa 4, modifié par le décret du 3 mars 2004, les mots « 300 heures de cours » sont remplacés par « 30 crédits, comprenant au moins 300 heures d'activités d'enseignement. L'agrégation doit pouvoir être suivie en une année d'études. ».

4° L'alinéa 5 est abrogé.

Art. 9. L'article 12 du même décret, modifié par le décret du 31 mars 2004, est abrogé.

Art. 10. A l'article 13, les alinéas 1^{er} à 6 du même décret, modifiés par le décret du 31 mars 2004, sont remplacés par les trois alinéas suivants :

« Article 13. Le grade de bachelier en musique est créé et le diplôme y afférent est délivré au terme de l'enseignement supérieur artistique de type court.

Le grade de bachelier en musique est créé et le diplôme y afférent est délivré au terme du premier cycle de transition de l'enseignement supérieur artistique de type long.

Le grade de master en musique est créé et le diplôme y afférent est délivré au terme du deuxième cycle de l'enseignement supérieur artistique de type long. »

Art. 11. Dans l'article 14, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au § 1^{er}, les mots « Les diplômes délivrés font notamment mention de l'option. » sont abrogés.

2° Le § 4. est remplacé par le texte suivant : « § 4. La liste des sections et options organisables dans l'enseignement de type court et de type long du domaine de la musique est fixée à l'annexe 1. »

3° Au § 5, modifié par le décret du 3 mars 2004, sont apportées les modifications suivantes :

a) Les alinéas 1 à 3 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Il est institué un grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur pour le domaine de la musique.

Ce grade est créé et le diplôme y afférent est délivré par l'établissement où sont organisées les études qui y préparent.

Sont admis à se présenter aux examens conduisant à l'obtention du grade et du diplôme précités les porteurs du diplôme de licencié en musique, les étudiants poursuivant des études menant au grade de licencié en musique, les étudiants porteurs du grade de master en musique, les étudiants poursuivant des études menant au grade de master en musique avec finalité didactique. Dans ce dernier cas, l'agrégation est délivrée à l'étudiant conjointement avec le grade de master. »

b) A l'alinéa 4, les mots « 450 heures de cours sont remplacés par les mots « 30 crédits correspondant au moins à 300 heures d'activités d'enseignement. »

c) L'alinéa 5 est abrogé.

Art. 12. A l'article 15, alinéa 2, du même décret, modifié par le décret du 31 mars 2004, les mots « grilles horaires » sont remplacés par les mots « programmes d'études qui comportent la grille horaire » et les mots « deux heures » sont remplacés par les mots « soixante heures ».

Art. 13. L'article 16 du même décret, modifié par le décret du 31 mars 2004, est abrogé.

Art. 14. L'article 17 du même décret, modifié par le décret du 31 mars 2004, est abrogé.

Art. 15. A l'article 18, du même décret, modifié par le décret du 31 mars 2004, sont apportées les modifications suivantes :

1° Les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par les alinéas suivants : « Article 18. Le grade de bachelier en théâtre et en arts de la parole est créé et le diplôme y afférent est délivré au terme du premier cycle de transition de l'enseignement supérieur artistique de type long.

Le grade de master en théâtre et en arts de la parole est créé et le diplôme y afférent est délivré au terme du deuxième cycle de l'enseignement supérieur artistique de type long. »;

2° Les alinéas 3 et 4 sont abrogés.

Art. 16. Dans l'article 19 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Au sein du domaine, les options sont déterminées par leur programme d'études. La moitié au moins du nombre total des heures prévues au programme d'études est consacrée aux cours ayant pour objet la formation artistique.

2° Le § 2 est complété par l'alinéa suivant :

« Chaque année d'études de l'enseignement du théâtre et des arts de la parole comporte des activités d'enseignement d'au moins 900 heures et d'au plus 1200 heures. »

3° Au § 3, le mot « section » est remplacé par le mot « option »

4° Le § 4 est remplacé par le texte suivant :

« § 4. La liste des options organisables dans l'enseignement de type long du domaine du théâtre est fixée à l'annexe 1 au présent décret. »

5° Au § 5, modifié par le décret du 3 mars 2004 sont apportées les modifications suivantes :

a) Les alinéas 1 à 3 sont remplacés par le texte suivant :

« Il est institué un grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur pour le domaine du théâtre et des arts de la parole.

Ce grade est conféré et le diplôme y afférent est délivré par l'établissement où sont organisées les études qui y préparent;

Sont admis à se présenter aux examens conduisant à l'obtention du grade et du diplôme précités les porteurs du diplôme de licencié en théâtre et en arts de la parole, les étudiants poursuivant des études menant au grade de licencié en théâtre et arts de la parole, les étudiants porteurs du grade de master en théâtre et arts de la parole, les étudiants poursuivant des études menant au grade de master avec finalité didactique. Dans ce dernier cas, l'agrégation est délivrée à l'étudiant conjointement avec le grade de master. »;

b) A l'alinéa 4, les mots « 450 heures de cours » sont remplacés par les mots « 30 crédits, correspondant au moins à 300 heures d'activités d'enseignement »;

c) L'alinéa 5 est abrogé.

Art. 17. A l'article 20, alinéa 2, du même décret, les mots « grilles horaires » sont remplacés par les mots « programmes d'études qui comportent la grille horaire », le mot « section » est remplacé par le mot « option », et les mots « deux heures » sont remplacés par les mots « soixante heures ».

Art. 18. L'article 21 du même décret, modifié par le décret du 31 mars 2004, est abrogé.

Art. 19. A l'article 22 du même décret, modifié par les décrets du 19 novembre 2003 et du 31 mars 2004, sont apportées les modifications suivantes :

1° Les alinéas 1^{er} à 5 sont remplacés par les alinéas suivants :

« Le grade de bachelier en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication est créé et le diplôme afférent est délivré au terme d'un cycle d'enseignement supérieur artistique de type court.

Le grade de bachelier en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication est créé et le diplôme y afférent est délivré au terme du premier cycle de transition de l'enseignement supérieur artistique de type long.

Le grade de master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication est créé et le diplôme y afférent est délivré au terme du deuxième cycle de l'enseignement supérieur artistique de type long.

La liste des options organisables dans l'enseignement de type court et de type long du domaine des arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication est fixée à l'annexe 1.

Au sein de chaque cycle, les options sont déterminées par leur programme d'études.

La moitié au moins du nombre total des heures de cours prévues au programme d'études est consacrée aux cours ayant pour objet la formation artistique.

Chaque année d'études comporte des activités d'enseignement d'au moins 700 heures et d'au plus 1200 heures.

Dans chaque option, les cours obligatoires couvrent deux tiers des heures de cours prévues au programme d'études.

Les pouvoirs organisateurs, dans le cadre de leur liberté pédagogique, disposent d'un tiers des crédits prévus au programme d'études pour adapter l'offre de formation à leur projet pédagogique. »;

2° Les alinéas 7 à 11 sont abrogés.

Art. 20. A l'article 23 du même décret, modifié par le décret du 3 mars 2004, sont apportées les modifications suivantes :

1° L'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Ce grade est conféré et le diplôme y afférent est délivré par l'établissement où sont organisées les études qui y préparent. »

2° L'alinéa 3, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Sont admis à se présenter aux examens conduisant à l'obtention du grade et du diplôme précités les porteurs du diplôme de licencié en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication, les étudiants poursuivant des études menant au grade de licencié en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication, les étudiants porteurs du grade de master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication, les étudiants poursuivant des études menant au grade de master avec finalité didactique. Dans ce dernier cas, l'agrégation est délivrée à l'étudiant conjointement avec le grade de master. »

3° A l'alinéa 4, les mots « 300 heures de cours » sont remplacés par les mots « 30 crédits, correspondant à au moins 300 heures d'activités d'enseignement. ».

4° L'alinéa 5 est abrogé.

Art. 21. La section VI du même décret, comprenant l'article 24, complété par le décret du 19 novembre 2003, est remplacée par les dispositions suivantes :

« Section VI. — Des habilitations

« Article 24. Les écoles supérieures des Arts habilitées à organiser l'enseignement supérieur artistique conformément aux dispositions du présent décret sont :

1° L'institut National Supérieur des Arts du Spectacle (INSAS);

2° L'Académie royale des Beaux-Arts de la ville de Bruxelles - Ecole Supérieure des Arts;

3° L'Ecole Nationale Supérieure des Arts Visuels de La Cambre;

4° Le Conservatoire royal de Bruxelles;

5° L'Ecole Supérieure des Arts Saint-Luc de Bruxelles;

6° L'ERG – Ecole Supérieure des Arts (Ecole de recherche graphique);

7° L'Ecole supérieure communale des Arts de l'image « Le 75 »;

8° L'Institut des Arts de Diffusion;

9° L'Ecole Supérieure des Arts de la Ville de Liège;

10° Le Conservatoire royal de Liège;

- 11° L'Ecole Supérieure des Arts Saint-Luc de Liège;
- 12° L'Institut Supérieur de Musique et de Pédagogique (IMEP);
- 13° Le Conservatoire royal de Mons;
- 14° L'Ecole Supérieure des Arts Plastiques et Visuels de la Communauté française;
- 15° L'Académie des Beaux-Arts de la Ville de Tournai;
- 16° L'Ecole Supérieure des Arts Institut Saint-Luc à Tournai;
- 17° L'Ecole Supérieure des Arts du Cirque.

Article 24bis. § 1^{er}. L'habilitation à organiser des études de l'enseignement supérieur artistique conformément aux dispositions du présent décret et à conférer les grades académiques qui les sanctionnent est accordée à une Ecole Supérieure des Arts. L'habilitation porte sur un cycle d'études, ainsi que sur les sites où ces études peuvent être organisées.

Un site est une localisation géographique d'infrastructures affectées par les établissements d'enseignement supérieur à leurs activités. Sont considérés comme sites distincts la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que chaque canton électoral en Région wallonne.

Un établissement peut organiser une partie des activités d'apprentissage en dehors des sites ainsi définis, pour autant que ces activités décentralisées ne dépassent pas 15 crédits par cycle d'études et ne constituent jamais un dédoublement d'enseignements.

§ 2. Deux ou plusieurs établissements peuvent co-organiser un cycle d'études pour lequel ils sont habilités, sans que ceci ne puisse avoir pour effet d'accroître le nombre de sites où est organisée chaque année d'études.

Les modalités d'organisation et de répartition des activités sont fixées par convention entre les établissements partenaires, approuvée par le Gouvernement.

§ 3. En cas de fusion d'Ecole Supérieure des Arts, l'Ecole Supérieure des Arts issue de la fusion se voit attribuer les habilitations détenues par les Ecoles Supérieures des Arts fusionnées.

Article 24ter. Les habilitations, telles que citées à l'annexe II, peuvent être revues après avis du Conseil Supérieur de l'Enseignement Supérieur Artistique, avec effet pour l'année académique qui suit celle de l'adoption du décret qui octroie ces habilitations. Pour être réputé favorable, l'avis du Conseil Supérieur de l'Enseignement Supérieur Artistique doit être rendu à la majorité des deux-tiers.

Article 24quater - Pour pouvoir bénéficier de leurs habilitations octroyées en vertu de ce décret, les Ecoles Supérieures des Arts doivent se conformer à l'ensemble des dispositions légales, décrétales et réglementaires applicables à l'enseignement supérieur artistique. »

2 Modifications au décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement Supérieur Artistique organisé en Ecoles Supérieures des Arts (organisation, financement, statuts des personnels, droits et devoirs des étudiants).

Art. 22. A l'article 2, § 1^{er}, du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement Supérieur Artistique organisé en Ecoles Supérieures des Arts (organisation, financement, statuts des personnels, droits et devoirs des étudiants) les modifications suivantes sont apportées :

a) Le 5° est remplacé par le texte suivant : « 5° Option : option visée aux articles 10, § 3; 14, § 4; 19, § 4 et 22 du décret; »

b) Le 17° est remplacé par le texte suivant : « 17° Organisation représentative des étudiants reconnue par la Communauté française : l'organisation ou les organisations visée(s) à l'article 27 du décret du 12 juin 2003 définissant et organisant la participation des étudiants au sein des institutions universitaires et instaurant la participation des étudiants au niveau communautaire; »

c) Le 22°, modifié par le décret du 31 mars 2004, est remplacé par le texte suivant : « 22° activités d'enseignement : les activités visées à l'article 4 du décret; »

d) il est inséré un 24°, rédigé comme suit :

« 24° autorités de l'Ecole Supérieure des Arts : les instances qui dans chaque Ecole Supérieure des Arts, sont habilitées, soit réglementairement, soit statutairement, soit par délégation, à exercer les compétences de décision visées par le présent décret et ses arrêtés d'application. »

Art. 23. A l'article 3, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « en application de l'article 6, alinéa 2 du décret » sont remplacés par les mots « en application des articles 28, 29 et 30 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités.

Art. 24. L'article 16, alinéa 5 du même décret, complété par le décret du 3 mars 2004, est abrogé.

Art. 25. L'article 17 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 17. Le Conseil de Gestion Pédagogique est composé :

- 1° Du directeur et du directeur adjoint lorsque cette fonction est attribuée;
- 2° De 5 représentants des professeurs et des accompagnateurs représentant chaque domaine organisé;
- 3° De 3 représentants syndicaux;
- 4° De 2 représentants des assistants, lorsque cette fonction est attribuée, représentant chaque domaine organisé;
- 5° D'un représentant des catégories du personnel autres que la catégorie du personnel enseignant;
- 6° De cinq délégués étudiants représentant chaque domaine organisé.

A l'exception des membres visés au 1^o, chaque membre a un suppléant, désigné ou élu selon les mêmes modalités que les membres effectifs.

Ce dernier remplace le membre effectif qu'il supplée en cas d'absence, de décès, de démission ou de perte de la qualité qui a présidé à l'élection de ce dernier.

Lorsqu'un mandat est laissé vacant avant terme, tant par le membre effectif que par son suppléant, il est procédé à une nouvelle élection. Les membres ainsi élus achèvent le mandat des membres qu'ils remplacent.

Par exception à l'alinéa 1^{er}, lorsque l'Ecole Supérieure des Arts organise des études dans plusieurs domaines, les membres du Conseil de Gestion Pédagogique visés à l'alinéa 1^{er}, 2^o, 4^o et 6^o sont répartis paritairement.

Pour l'application du cinquième alinéa, le nombre de membres visé à l'alinéa 1^{er}, 2^o et 6^o est augmenté d'une unité quand l'établissement compte deux domaines. »

Art. 26. A l'article 18, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o L'alinéa 3, du même décret, modifié par le décret du 3 mars 2004 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les représentants du personnel assistant sont élus par l'ensemble du personnel assistant de l'Ecole Supérieure des Arts pour un mandat de deux ans renouvelable. ».

2^o A l'alinéa 7, le mot « enseignant » est inséré entre les mots « membres du personnel » et « de l'Ecole Supérieure des Arts ».

Art. 27. Il est inséré dans le titre II du même décret, un chapitre VI, comprenant les articles 34 *bis* à 34 *decies* rédigé comme suit :

« Chapitre VI - Contrôle des décisions

« Article 34*bis*. Le Gouvernement charge des délégués du Gouvernement auprès des Ecoles Supérieures des Arts d'effectuer des tâches de contrôle auprès des Ecoles Supérieures des Arts. Ils sont désignés parmi les commissaires auprès des Hautes Ecoles, sur proposition du ministre qui a l'enseignement supérieur dans ses attributions. Le contrôle effectué sur les Ecoles Supérieures des Arts peut constituer tout ou partie de la tâche d'un commissaire. ».

Les commissaires du Gouvernement auprès des Hautes Ecoles qui se voient charger par le Gouvernement de missions auprès des Ecoles Supérieures des Arts restent soumis au statut des commissaires tel que fixé par le décret du 17 mars 1997 fixant le statut des commissaires auprès des Hautes Ecoles.

Article 34*ter*. La fonction de délégué du Gouvernement auprès des Ecoles Supérieures des Arts est incompatible avec toute fonction ou tout mandat susceptible de placer son titulaire en conflit fonctionnel permanent avec la fonction de délégué du Gouvernement auprès des Ecoles supérieures des Arts.

Article 34*quater*. Le délégué du Gouvernement affecté auprès des Ecoles Supérieures des Arts veille à ce que le pouvoir organisateur ou les autorités de l'Ecole Supérieure des Arts agissant par délégation prennent des décisions conformes aux lois, décrets, arrêtés et règlements pris en vertu de ces lois ou décrets.

Il assume également, auprès des Ecoles supérieures des Arts une fonction de conseil dans l'application de la législation, s'efforce d'inciter à l'échange de bonnes pratiques de gestion, et assume une médiation dans les conflits entre les étudiants et les Ecoles supérieures des Arts.

Article 34*quinquies*. Chaque délégué du Gouvernement visé à l'article 34 *bis* est affecté auprès de plusieurs Ecoles Supérieures des Arts. Les Ecoles Supérieures des Arts visées par chaque affectation relèvent au moins de deux réseaux d'enseignement.

Aucune Ecole Supérieure des Arts ne peut être contrôlée plus de cinq années consécutives par un même délégué du Gouvernement.

Outre la liste des Ecoles Supérieures des Arts qui y est expressément mentionnée, l'affectation peut intégrer tout développement utile à la mission de contrôle qu'elle confère.

Article 34*sexies*. Le Gouvernement fixe la liste des tâches de contrôle des délégués du Gouvernement auprès des Ecoles Supérieures des Arts.

La liste de ces tâches comprend notamment le contrôle du nombre d'étudiants régulièrement inscrits de chaque Ecole Supérieure des Arts, qui sont pris en compte pour le financement, le contrôle du respect de la législation sur les marchés publics.

Cette liste est spécifique aux Ecoles Supérieures des Arts.

Afin d'accomplir leurs missions, les délégués du Gouvernement auprès des Ecoles Supérieures des Arts reçoivent copie, dans le délai de dix jours ouvrables, de toutes les décisions prises par le pouvoir organisateur ou les autorités de l'Ecole Supérieure des Arts agissant par délégation sur les questions qui concernent leur compétence.

A leur demande ou à la demande du Conseil de gestion pédagogique, les délégués du Gouvernement peuvent assister aux réunions du Conseil de Gestion Pédagogique de l'Ecole Supérieure des Arts et du Conseil social. Ils y ont voix consultative pour les questions qui relèvent de leur compétence à l'exclusion des matières relevant de la liberté pédagogique.

Les délégués du Gouvernement auprès des Ecoles Supérieures des Arts font au pouvoir organisateur ou aux autorités de l'Ecole Supérieure des Arts agissant par délégation toutes observations qu'ils jugent nécessaires dans le cadre de leur mission.

Article 34*septies*. § 1^{er}. Les délégués du Gouvernement exercent un recours motivé auprès du Gouvernement contre toute décision du pouvoir organisateur ou des autorités de l'Ecole Supérieure des Arts agissant par délégation, qu'ils estiment contraire aux lois, décrets, arrêtés et règlements pris en vertu de ces lois ou décrets, dans les dix jours ouvrables qui suivent la réception de la copie de la décision.

Ce recours est notifié dans le même délai au pouvoir organisateur qui a pris la décision querellée ou au pouvoir organisateur et aux autorités de l'Ecole Supérieure des Arts agissant par délégation qui ont pris la décision querellée.

L'exécution de la décision est suspendue par le recours.

§ 2. La décision produit ses effets si, dans les trente jours du recours, le Gouvernement n'a pas fait usage des prérogatives définies aux §§ 3 et 5.

§ 3. Dans les trente jours du recours, le Gouvernement notifie, s'il y a lieu, au pouvoir organisateur ou au pouvoir organisateur et aux autorités de l'Ecole Supérieure des Arts agissant par délégation que la décision est contraire aux lois, décrets, arrêtés et règlements pris en vertu de ces lois ou décrets. Cette notification est motivée. Le Gouvernement invite dans le même acte le pouvoir organisateur ou les autorités de l'Ecole Supérieure des Arts agissant par délégation à prendre dans les trente jours une nouvelle décision non entachée d'illégalité ou d'irrégularité, ou bien à retirer sa décision.

§ 4. Si, à l'expiration de ce délai, aucune décision nouvelle n'a été prise, ou si le pouvoir organisateur ou les autorités de l'Ecole Supérieure des Arts agissant par délégation n'ont pas retiré la décision, le Gouvernement prononce dans les vingt jours l'annulation de la décision, si celle-ci a été prise par les autorités d'une Ecole Supérieure des Arts de la Communauté française agissant par délégation. S'il s'agit d'une Ecole Supérieure des Arts subventionnée, le Gouvernement suspend, dans les vingt jours, l'octroi de la subvention annuelle de fonctionnement au pouvoir organisateur de l'Ecole Supérieure des Arts en question.

La mesure prise par le Gouvernement est motivée et notifiée dans un délai de sept jours ouvrables au pouvoir organisateur ou au pouvoir organisateur et aux autorités de l'Ecole Supérieure des Arts agissant par délégation.

§ 5. Par dérogation aux paragraphes 3 et 4, alinéa 1^{er}, le Gouvernement se prononce sur le recours d'un délégué du Gouvernement relatif à la régularité de l'inscription ou de l'admissibilité au financement d'un étudiant.

Article 34*octies*. Chaque année, les délégués du Gouvernement auprès des Ecoles Supérieures des Arts font rapport au Gouvernement sur le fonctionnement de chaque Ecole Supérieure des Arts.

Article 34*nonies*. Lorsque la situation financière de l'Ecole Supérieure des Arts organisée par la Communauté française ou le respect des lois, décrets et règlements le requièrent, le ministre qui a l'enseignement supérieur dans ses compétences ou, le cas échéant, le délégué désigné par le Gouvernement à cette fin, peut requérir les autorités de l'Ecole Supérieure des Arts concernée de délibérer dans les délais qu'il fixe, sur toute question qu'il détermine.

Lorsqu'à l'expiration du délai, les autorités de l'Ecole Supérieure des Arts concernée n'a pas pris de décision ou lorsque le ministre ne se rallie pas à la décision prise par cet organe, le Gouvernement peut prendre la décision en lieu et place des autorités de l'Ecole Supérieure des Arts.

Article 34*decies*. Les coûts salariaux et de fonctionnement estimés du Contrôle des Commissaires auprès des Hautes Ecoles chargés d'une mission de contrôle auprès des Ecoles Supérieures des Arts, au prorata de la charge de contrôle auprès des écoles supérieures des arts par rapport à la charge totale du commissaire ne sont pas comptabilisés dans le C visé à l'article 11, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française. »

Art. 28. A l'article 37 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

Au 14^o, le mot « candidats » est remplacé par le mot « bacheliers »

Art. 29. A l'article 38 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

a) Au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « 15 septembre » sont remplacés par les mots « 21 septembre »;

b) Le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est complété par la phrase suivante : « L'inscription de l'étudiant implique l'adhésion de celui-ci au projet pédagogique et artistique de l'Ecole Supérieure des Arts et au règlement particulier des études. »

c) Au § 1^{er}, alinéa 2 et 3, les mots « 30 septembre » sont remplacés par les mots « 15 octobre »;

d) Le § 2 est complété comme suit :

4^o lorsque cet étudiant n'est pas finançable;

5^o Lorsque les capacités d'accueil au deuxième cycle de l'Ecole Supérieure des Arts ne le permet pas, dans le respect des dispositions de l'article 38 *bis*. »

e) Au § 4, le 3^{ème} alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les écoles supérieures des arts subventionnées par la Communauté française prévoient, dans leurs dispositions réglementaires, la création et l'organisation d'une commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription. Cette commission qui présente des garanties d'indépendance et comprend des étudiants, peut, dans le respect des modalités fixées par les dispositions réglementaires, invalider le refus. L'étudiant a dix jours pour faire appel de la décision devant la dite commission, par pli recommandé. La commission se prononce dans les trente jours à dater de la réception de la plainte.»

Art. 30. Un article 38 *bis* rédigé comme suit est inséré dans le même décret :

« Article 38*bis*. § 1^{er}. Lorsqu'en application de l'article 38, § 2, 5^o, une Ecole Supérieure des Arts refuse l'inscription d'un étudiant au deuxième cycle, elle délivre à l'étudiant une attestation de refus d'inscription dont le Gouvernement fixe le modèle. Elle transmet immédiatement copie de cette attestation au Gouvernement.

L'attestation comprend la motivation formelle du refus d'inscription, la date de réception de la demande d'inscription, son numéro d'ordre et la date de refus de la demande.

§ 2. Chaque Ecole Supérieure des Arts tient un registre spécial où chaque demande d'inscription est enregistrée dans l'ordre de son arrivée et reçoit un numéro d'identification unique.

§ 3. Les Ecoles supérieures des Arts ne peuvent refuser, sur base de l'Article 38, § 2, 5^o, les étudiants qui ont déjà été inscrits dans l'établissement et qui sont finançables.

A l'exception des étudiants visés à l'alinéa 1^{er}, aucun autre étudiant ne peut plus être accepté dans l'option où souhaite s'inscrire l'étudiant après qu'un étudiant se soit vu délivrer l'attestation visée au § 1^{er}.

§ 4. Le 31 mars de chaque année, chaque pouvoir organisateur, sur proposition du directeur, après avis du Conseil de Gestion Pédagogique, transmet au Gouvernement de la Communauté française le nombre d'étudiants qu'elle peut accueillir au deuxième cycle, ventilé par option organisée, au cours de l'année académique suivante.

Ce nombre ne peut être inférieur à 90 % de la population de l'année académique en cours ni inférieur à 90 % de la population de référence. »

Art. 31. L'article 39, 4°, du même décret est remplacé par le texte suivant :

« 4° la description de chaque programme d'études, établie conformément aux dispositions de l'article 23 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités; »

Art. 32. L'article 41 du même décret constitue un chapitre premier intitulé « Chapitre premier – Des conditions d'accès au premier cycle » et cet article est remplacé par la disposition suivante :

« Article 41. Sous réserve d'autres dispositions légales particulières, de l'obligation de réussite de l'épreuve d'admission prévue à l'article 25 du décret, et en vue de l'obtention du grade académique qui les sanctionne, ont accès à la première année de premier cycle, les étudiants qui justifient :

1° Soit du certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré à partir de l'année scolaire 1993-1994 par un établissement d'enseignement secondaire de plein exercice ou de promotion sociale de la Communauté française et homologué par la commission constituée à cet effet, ainsi que les titulaires du même certificat délivré, à partir de l'année civile 1994, par le jury de la Communauté française;

2° Soit du certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré au plus tard à l'issue de l'année scolaire 1992-1993 accompagné, pour l'accès aux études premier cycle d'un cursus de type long, du diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur;

3° Soit d'un diplôme délivré par un établissement d'enseignement supérieur de la Communauté française sanctionnant un grade académique, soit d'un diplôme délivré par une institution universitaire ou un établissement organisant l'enseignement supérieur de plein exercice en vertu d'une législation antérieure;

4° Soit d'un certificat ou diplôme d'enseignement supérieur délivré par un établissement d'enseignement de promotion sociale;

5° Soit d'une attestation de succès à un des examens d'admission organisés par les établissements d'enseignement supérieur ou par un jury de la Communauté française et dont les programmes sont arrêtés par le Gouvernement après consultation selon le secteur, du Conseil inter-universitaire Francophone, du Conseil général des Hautes Ecoles ou du Conseil Supérieur de l'Enseignement Supérieur Artistique;

6° Soit d'un diplôme, titre ou certificat d'études similaire à ceux mentionnés aux littéras précédents délivré par la Communauté flamande, par la Communauté germanophone ou par l'Ecole royale militaire;

7° Soit d'un diplôme, titre ou certificat d'études étranger reconnu équivalent à ceux mentionnés aux littéras 1° à 4° en application de la loi, d'un décret, d'une directive européenne ou d'une convention internationale;

8° Soit du diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur (DAES) conféré par le jury de la Communauté française;

9° Soit d'une attestation de succès à un des examens d'admission donnant accès aux études de type court en Hautes Ecoles, organisés par les Hautes Ecoles et dont les programmes sont arrêtés par le Gouvernement après consultation du Conseil général des Hautes Ecoles.

Les étudiants qui ont obtenu l'attestation visée au 9°, n'ont accès qu'aux études de type court.

Aux conditions fixées par le Gouvernement, les établissements organisant des études relevant du domaine de la musique peuvent accueillir des étudiants qui ne remplissent pas les conditions d'accès visées à l'alinéa 1^{er}, pour autant que ces étudiants soient inscrits dans un établissement d'enseignement obligatoire, qu'ils aient réussi l'épreuve d'admission et qu'une convention soit conclue entre les établissements concernés.

Le Gouvernement peut fixer des conditions complémentaires d'accès pour les étudiants visés à l'alinéa précédent.

Le Gouvernement arrête le contenu minimal de cette convention, le nombre maximum de crédits pouvant être suivis par l'étudiant, les possibilités de dispenses de cours dans chacun des établissements concernés et les modalités de comptabilisation de l'étudiant pour le financement.

Art. 33. Il est inséré dans le Titre IV, les chapitres II à IV, comprenant les articles 41*bis* à 41*septies*, rédigés comme suit :

« Chapitre II – Des conditions d'accès au deuxième cycle

« Article 41*bis*. § 1^{er}. Ont accès à des études de deuxième cycle en vue de l'obtention du grade qui les sanctionne, les étudiants qui portent :

1° Soit le grade académique de premier cycle du même cursus;

2° Soit le même grade académique de deuxième cycle de même cursus, mais avec une autre finalité;

3° Soit un grade académique du type long qui y donne accès en vertu d'une décision du Gouvernement et aux conditions complémentaires qu'il fixe;

4° Soit un grade académique similaire à ceux mentionnés aux littéras précédents délivré par des établissements organisés ou subventionnés par d'autres autorités publiques belges que la Communauté française;

5° Soit un grade académique étranger reconnu équivalent à ceux mentionnés aux littéras précédents en application d'une loi, d'un décret, d'une directive européenne ou d'une convention internationale, aux mêmes conditions que les littéras précédents.

Les conditions complémentaires d'accès sont destinées à s'assurer que l'étudiant a acquis les savoirs et savoir-faire pré-requis nécessaires à la poursuite des études dans le respect du projet pédagogique et artistique de l'Ecole Supérieure des Arts.

Lorsque ces conditions complémentaires d'accès consistent en un ou plusieurs enseignements supplémentaires, ceux-ci ne peuvent représenter pour l'étudiant plus de 60 crédits supplémentaires, compte tenu de l'ensemble des crédits qu'il peut par ailleurs valoriser lors de son admission.

Lorsque ces conditions complémentaires d'accès dépassent 15 crédits, cette formation constitue une année d'études préparatoire. Elle ne mène pas à un diplôme et est considérée comme la dernière année d'un premier cycle qui donne accès aux études visées. Lorsque les conditions complémentaires d'accès représentent au maximum 15 crédits, les enseignements supplémentaires font partie intégrante du programme d'études de deuxième cycle.

§ 2. Lorsqu'ils établissent leur programme d'études, les pouvoirs organisateurs doivent garantir l'accès inconditionnel et sans enseignements complémentaires au deuxième cycle à tout porteur d'un grade académique de premier cycle de transition dans la même option délivré en Communauté française.

§ 3. Par dérogation, ont également accès aux études de deuxième cycle les étudiants qui, pour se voir conférer le grade académique de premier cycle du même cursus, doivent encore réussir au plus 12 crédits et sont inscrits simultanément à ces études.

Toutefois, les étudiants admis en vertu de cette disposition ne pourront être pris en compte en délibération par un jury de délibération de deuxième cycle avant d'avoir satisfait pleinement aux conditions d'admission et obtenu le grade académique de premier cycle nécessaire.

§ 4. Le Gouvernement, après avis du Conseil supérieur de l'enseignement supérieur artistique, fixe les conditions générales et particulières d'accès aux études de deuxième cycle pour les porteurs d'un grade académique de type court délivré en Communauté française.

Dans le respect de ces dispositions, à l'issue de la procédure d'admission au second cycle, aux modalités fixées par le Gouvernement, l'étudiant peut être amené à suivre des enseignements complémentaires qui représentent au maximum 60 crédits supplémentaires.

Lorsque ces conditions complémentaires d'accès dépassent 15 crédits, cette formation constitue une année d'études préparatoire. Elle ne mène pas à un diplôme et est considérée comme la dernière année d'un premier cycle qui donne accès aux études visées. Lorsque les conditions complémentaires d'accès représentent au maximum 15 crédits, les enseignements supplémentaires font partie intégrante du programme d'études de deuxième cycle.

Les conditions complémentaires d'accès sont destinées à s'assurer que l'étudiant a acquis les savoirs et savoir-faire pré-requis nécessaires à la poursuite des études dans le respect du projet pédagogique et artistique de l'Ecole Supérieure des Arts.

Cette disposition s'applique également aux étudiants porteurs d'un grade académique - correspondant à au moins 180 crédits - délivré par des établissements organisés ou subventionnés par d'autres autorités publiques belges que la Communauté française ainsi qu'aux étudiants porteurs de titres ou grades étrangers.

Article 41ter. Par dérogation à l'article 41bis, sans préjudice de l'article 41 quater, le pouvoir organisateur peut, sur proposition du directeur, après avis du Conseil de Gestion Pédagogique, en vue de l'accès à des études de deuxième cycle, valoriser les savoirs et compétences d'étudiants acquis par leur expérience personnelle ou professionnelle.

Cette expérience utile doit correspondre à au moins cinq années d'activités, compte non tenu des années d'études supérieures qui n'ont pas été réussies. Au terme d'une procédure d'évaluation organisée par un jury d'enseignants de l'option, le pouvoir organisateur juge si les savoirs et savoir-faire de l'étudiant sont suffisants pour suivre ces études avec succès.

Dans ce cas, pour l'accès aux études, ces étudiants sont assimilés à ceux visés à l'article 41bis, § 4.

Le Gouvernement fixe l'organisation de ces épreuves de valorisation des acquis et les conditions minimales auxquelles doivent satisfaire ces étudiants.

CHAPITRE III. — Accès personnalisé

Article 41quater. Aux conditions générales que fixe le Gouvernement, en vue de l'admission aux études, le directeur, après avis du Conseil de Gestion Pédagogique valorise les crédits acquis par les étudiants au cours d'études supérieures ou parties d'études supérieures qu'ils auraient déjà suivies avec fruit. Les étudiants qui bénéficient de ces crédits sont dispensés des parties correspondantes du programme d'études.

Aux conditions générales que fixe le Gouvernement, le Conseil de Gestion Pédagogique peut également valoriser dans ce contexte, les savoirs et compétences d'étudiants acquis par leur expérience personnelle ou professionnelle.

Article 41quinquies. Aux conditions générales fixées par le Gouvernement, les pouvoirs organisateurs peuvent, sur proposition du directeur, après avis du Conseil de Gestion Pédagogique, accorder aux étudiants bénéficiant des dispositions de l'article précédent une réduction de la durée minimale des études proportionnelle au nombre de crédits valorisés à l'admission.

Article 41sexies. A l'exception de l'agrégation, aucun grade académique ne peut être conféré par un établissement à un étudiant qui n'y aurait pas suivi effectivement, en une année d'études au moins, 60 crédits du programme correspondant.

Par exception à l'alinéa précédent, le porteur d'un grade académique de master sanctionnant des études de deuxième cycle de 120 crédits au moins dans une des trois finalités prévues peut se voir conférer le grade académique correspondant à une autre finalité de ce même grade après réussite, en une année d'études au moins, des crédits supplémentaires spécifiques.

CHAPITRE IV. — Fraudes à l'inscription

Article 41septies. La preuve que l'étudiant satisfait aux conditions d'accès aux études et ne se trouve pas dans un des cas de refus visés à l'article 38, § 2, lui incombe. Elle peut être apportée par tout document probant ou, à défaut de document, par une déclaration sur l'honneur signée par l'étudiant.

En cas de fraude à l'inscription, l'étudiant perd immédiatement sa qualité d'étudiant régulièrement inscrit, ainsi que tous les droits liés à cette qualité et les effets de droit liés à la réussite d'épreuves durant l'année académique concernée. Les droits d'inscription versés à l'établissement sont définitivement acquis à celui-ci. Il ne peut être admis dans aucun établissement d'enseignement supérieur, à quelque titre que ce soit, durant les trois années académiques suivantes. »

Art. 34. L'article 43 du même décret est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 43. § 1^{er}. Au cours d'une même année académique, un étudiant peut se présenter deux fois aux examens ou évaluations d'un même enseignement. Toutefois, pour des raisons exceptionnelles dûment motivées et appréciées par lui, le directeur peut autoriser un étudiant à se présenter plus de deux fois aux évaluations associées au cours d'une même année académique.

Pour chaque enseignement, le règlement général des études détermine les sessions d'examens durant lesquelles ces évaluations sont organisées.

Par exception à l'alinéa 1^{er}, les évaluations de certaines activités - les travaux pratiques, stages, rapports et travaux personnels - peuvent n'être organisées qu'une seule fois par année académique. Elles sont alors réputées rattachées à chacune des sessions d'examens de l'enseignement.

Par exception à l'alinéa 1^{er}, les évaluations des cours artistiques à l'exception de ceux fixés par le Pouvoir Organisateur dans le règlement particulier des études, sur proposition du directeur après avis du Conseil de Gestion Pédagogique, ne sont organisées qu'une seule fois par année académique. Elles sont alors réputées rattachées à chacune des sessions d'examens de l'enseignement.

Les cours artistiques pouvant faire l'objet de deux sessions, visés à l'alinéa 4, sont fixés par le Gouvernement, sur proposition collégiale des directeurs, après avis du Conseil supérieur, dans une annexe au règlement général des études.

§ 2. Pour les étudiants de première année d'études, les examens, y compris ceux visés au § 1^{er}, 3^e alinéa, organisés à l'issue du 1^{er} quadrimestre sont dispensatoires : ils peuvent faire l'objet d'une valorisation de tout ou partie de l'épreuve, mais n'entrent pas en compte en cas d'échec.

§ 3. Aux conditions générales fixées par le Gouvernement, un étudiant peut choisir de répartir les enseignements d'un cycle d'études sur un nombre d'années académiques supérieur au nombre d'années d'études prévues au programme.

Cette planification étalée dans le temps de ses activités et des évaluations associées fait l'objet d'une convention avec le Directeur de l'Ecole Supérieure des Arts, établie au moment de l'inscription, révisable annuellement.

Si l'étudiant obtient les crédits correspondant aux enseignements de son programme personnalisé, il peut poursuivre ses études sans être considéré comme étudiant non finançable au sens de l'article 51, 1^o ou 2^o.

Art. 35. L'article 50 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« L'étudiant inscrit à un ensemble d'enseignements conduisant à l'octroi de moins de 15 crédits n'est toutefois pas pris en compte. L'étudiant inscrit à un ensemble d'enseignements conduisant à l'octroi de 15 à moins de 45 crédits n'est pris en compte que pour une demi-unité. Toutefois, les étudiants en situation de redoublement dont l'année d'étude comporte un solde de crédits inférieur à 45 crédits sont toujours pris en compte pleinement. »

Art. 36. A l'article 51, 1^o, du même décret, le mot « section » est remplacé par les mots « section ou option »

Art. 37. L'article 52 du même décret est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Le nombre d'unités d'emploi calculé pour l'ensemble des écoles supérieures des arts est affecté d'un coefficient égal à 100.

Chaque année, le Gouvernement examine la possibilité de fixer un coefficient réducteur. »

Art. 38. A l'article 54 du même décret, le § 5, 3^o est remplacé par le texte suivant :

« 3^o Par dérogation au troisième paragraphe, si, la quatrième année d'application du présent décret, le nombre moyen d'étudiants finançables d'un domaine durant les quatre dernières années, diffère de plus de 10 % du nombre moyen d'étudiants finançables de ce même domaine durant les années académiques 1995-1996 à 1999-2000, le Gouvernement remet un rapport au Parlement de la Communauté française ainsi qu'une proposition de modification éventuelle des coefficients de l'article 53 pour ledit domaine. »

Art. 39. A l'article 55 du même décret deux nouveaux alinéas, rédigés comme suit, sont insérés entre le deuxième et le troisième alinéa :

« Par exception à l'alinéa précédent, la proportion d'unités d'emploi de professeurs ou d'accompagnateurs nommés ou engagés à titre définitif peut dépasser 70 % pour permettre la nomination ou l'engagement à titre définitif d'enseignants qui sont âgés d'au moins 55 ans et comptent au moins 20 ans d'activité de service. Cette possibilité ne peut pas être appliquée par les Ecoles Supérieures des Arts qui ont procédé dans les cinq années précédentes, à la nomination ou à l'engagement à titre définitif de membres du personnel enseignant qui étaient moins âgés que ceux que les Ecoles Supérieures des Arts souhaitent faire bénéficier de la présente disposition.

Le délégué du Gouvernement atteste que les conditions prévues par l'alinéa précédent sont remplies »

Art. 40. L'article 72, § 2., alinéa 1^{er}, du même décret, modifié par le décret du 3 mars 2004, est complété comme suit :

« Les conférenciers peuvent participer à l'évaluation des étudiants. »

Art. 41. A l'article 99 du même décret, le 1^{er} alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le cadre du personnel est proposé au Gouvernement pour approbation, par le directeur de l'Ecole Supérieure des Arts, sur avis du Conseil de Gestion Pédagogique. Ce cadre est fixé annuellement. Une première estimation du cadre est transmise au Gouvernement, pour approbation, le 15 février précédant l'année académique d'application du cadre. Le cadre définitif est transmis pour approbation au Gouvernement le 1^{er} octobre de l'année académique pour laquelle il s'applique. Des révisions et adaptations du cadre restent possibles en cours d'année. »

Art. 42. A l'article 101, alinéa 3, du même décret, les mots «, dont la charge dépasse 30/600e pour une année académique » sont insérés entre le mot « étudiants » et le mot « et ».

Art. 43. A l'article 105, § 1^{er}, du même décret, les mots « sur avis de la Commission de recrutement, puis » sont abrogés.

Art. 44. A l'article 110 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1^o A l'alinéa 1^{er}, le 3^o est abrogé;

2^o A l'alinéa 2, les mots « et 3^o, » sont abrogés.

Art. 45. A l'article 226, alinéa 3, du même décret, les mots «, dont la charge dépasse 30/600 e pour une année académique » sont insérés entre le mot « étudiants » et le mot « et ».

Art. 46. A l'article 230, § 1^{er}, du même décret, les mots « après avis de la Commission de recrutement, puis » sont abrogés.

Art. 47. A l'article 235 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1^{er}, le 3° est abrogé;

2° A l'alinéa 2, les mots « et 3° » sont abrogés.

Art. 48. Le 2° de l'article 302, du même décret, est remplacé par le texte suivant :

« 2° d'un président et de deux présidents suppléants choisis parmi les magistrats en activité ou retraité ou, à défaut, parmi les fonctionnaires généraux du Ministère; »

Art. 49. A l'article 356, alinéa 3, du même décret, les mots «, dont la charge dépasse 30/600 e pour une année académique » sont insérés entre le mot « étudiants » et le mot « et ».

Art. 50. L'article 360, § 1^{er}, du même décret, les mots « après avis de la Commission de recrutement, puis » sont abrogés.

Art. 51. A l'article 365 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, le 3° est abrogé;

2° à l'alinéa 2, les mots « et 3° » sont abrogés.

Art. 52. L'article 431, alinéa 4, du même décret, est complété par le texte suivant :

« ou, à défaut, parmi les fonctionnaires généraux du Ministère. »

Art. 53. Il est inséré, dans le même décret, un article 469 *bis*, rédigé comme suit :

« Article 469*bis*. Les personnels repris aux articles 468 et 469 pour l'élection du Conseil de Gestion Pédagogique sont réputés appartenir à la catégorie « catégories du personnel autres que la catégorie du personnel enseignant » définie à l'article 17 jusqu'à solution statutaire et détermination des catégories dans lesquels ils seront placés. »

Art. 54. A l'article 473 du même décret, annulé partiellement par l'arrêt n° 7/2004 de la Cour d'Arbitrage, l'alinéa 1^{er}, 1°, est remplacé par :

« 1° Après le premier alinéa de l'article 5 est inséré l'alinéa suivant :

« Par dérogation aux dispositions des *b)*, *c)* et *e)* ci dessus, les enseignants des Ecoles supérieure des Arts qui exercent une profession à caractère artistique, conservent le bénéfice de la fonction principale indépendamment du régime juridique organisant l'exercice de leur profession et quels que soient les montants de leurs revenus et le volume horaire de leur activité artistique. » ».

3. Modifications au décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

Art. 55. L'article 11 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, complété par les décrets du 2 décembre 1996, du 30 juin 1998, du 17 juillet 1998 et du 19 mai 2004, est complété par l'alinéa suivant :

« Le C visé à l'alinéa 1^{er}, 3° n'inclut pas les coûts salariaux et de fonctionnement estimés du contrôle par les Commissaires du Gouvernement auprès des Hautes Ecoles qui se verraient charger par le Gouvernement d'une tâche de contrôle auprès d'autres établissements d'enseignement supérieur hors université qu'une Haute Ecole, à concurrence de la partie de charge que le Commissaire exerce auprès d'autres établissements d'enseignement supérieur hors université qu'une Haute Ecole. »

Art. 56. L'article 35 du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2003, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Un commissaire auprès des Hautes Ecoles peut se voir confier par le Gouvernement des tâches de contrôle dans d'autres secteurs de l'enseignement supérieur hors université. »

4. Modifications au décret du 17 mars 1997 fixant le statut des commissaires

Art. 57. L'article 13, alinéa 1^{er}, du décret du 17 mars 1997 fixant le statut des commissaires auprès des hautes écoles est remplacé par l'alinéa suivant :

« En cas de constatation d'une incompatibilité visée à l'article 37 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française ou d'une incompatibilité visée à l'article 34*ter* du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement Supérieur Artistique organisé en Ecoles Supérieures des Arts (organisation, financement, statuts des personnels, droits et devoirs des étudiants), le Gouvernement informe le commissaire par lettre recommandée, dans un délai de trois jours. »

Art. 58. L'article 23, alinéa 1^{er}, 9°, du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2003, est remplacé par le texte suivant :

« 9° s'il refuse, après épuisement éventuel de la procédure prévue à l'article 13, de mettre fin à une incompatibilité visée à l'article 37 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française ou à une incompatibilité visée à l'article 34 *ter* du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement Supérieur Artistique organisé en Ecoles Supérieures des Arts (organisation, financement, statuts des personnels, droits et devoirs des étudiants). »

5. Modifications au Décret du 31 mars 1994 définissant la neutralité de l'enseignement de la Communauté

Art. 59. L'article 6, § 1^{er}, 3° du décret du 31 mars 1994 définissant la neutralité de l'enseignement de la Communauté est remplacé par le texte suivant :

« 3° les institutions universitaires, les hautes écoles et les écoles supérieures des arts organisées par la Communauté française dans le cadre de l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur. »

6. Modifications au Décret du 17 décembre 2003 organisant la neutralité inhérente à l'enseignement officiel subventionné et portant diverses mesures en matière d'enseignement

Art. 60. L'article 7, § 1^{er}, 3^o du décret du 17 décembre 2003 organisant la neutralité inhérente à l'enseignement officiel subventionné et portant diverses mesures en matière d'enseignement est remplacé par le texte suivant :

« 3^o les institutions universitaires, les hautes écoles et les écoles supérieures des arts subventionnées par la Communauté française dans le cadre de l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur. »

7. Modifications à la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

Art. 61. A l'article 12, § 2 *quater* de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, modifié par la loi du 14 juillet 1975, la loi du 5 août 1978, la loi du 29 juin 1983, l'arrêté royal n^o 413 du 29 avril 1986, l'arrêté royal n^o 462 du 17 septembre 1986, l'arrêté royal n^o 505 du 31 décembre 1986, le décret du 12 juillet 1990, le décret du 16 avril 1991, le décret du 19 juillet 1991, le décret du 26 juin 1992, le décret du 10 avril 1995, le décret du 9 septembre 1996, le décret du 2 décembre 1996, le décret du 24 juillet 1997, l'arrêté du Gouvernement du 8 novembre 2001, le décret du 20 décembre 2001, l'arrêté du Gouvernement du 27 juin 2002 et le décret du 20 juillet 2005, les mots « 1^{er} décembre » sont remplacés par les mots « 1^{er} février ».

8. Modifications au décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités

Art. 62. L'article 15 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Toutefois, dans l'enseignement supérieur artistique, les cursus de type court comprennent un maximum de 180 crédits. »

Art. 63. L'article 16, § 4, du même décret est complété par un 3^e alinéa, rédigé comme suit : « La finalité approfondie peut être organisée par une école supérieure des arts pour autant qu'elle ait conclu avec une ou plusieurs universités ou avec une académie universitaire une convention soumise à l'accord préalable du Gouvernement »

Art. 64. Dans l'article 23, alinéa 2, du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, le chiffre « 2 » est remplacé par le chiffre « 1 » et le chiffre « 30 » est remplacé par le chiffre « 60 ».

9. Dispositions abrogatoires et finales

Art. 65. L'article 14 du décret du 31 mars 2004 adaptant la réglementation de l'enseignement supérieur artistique en vue de son intégration à l'espace européen est abrogé.

Art. 66. Le présent décret entre en vigueur année académique après année académique, à l'exception des trois premières années académiques qui entrent en vigueur le 1^{er} septembre 2006.

Par exception au 1^{er} alinéa, les articles 22, b), 24 à 27, 29, 30, 36 à 53, 55 à 62, entrent en vigueur le 15 septembre 2006.

Par exception au 1^{er} alinéa, l'article 54 produit ses effets à partir du 1^{er} septembre 2002 et cesse de produire ses effets le 31 décembre 2005.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 2 juin 2006.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique
et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,
M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,
Cl. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

—
Note

(1) *Session 2005-2006*
Documents du Conseil. — Projet de décret, n^o 248-1. — Amendements de Commission, n^o 248-2. — Rapport, n^o 248-3.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du mardi 30 mai 2006.

Annexe I^{re}. — Habilitations à organiser des études de l'enseignement supérieur artistique
La liste des études organisables dans l'enseignement supérieur artistique, par domaine,
conformément aux articles 24 et 24bis est fixée comme suit :

Domaine/section	Options	Grade		
1° Domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace	Dessin	B	M	M
	Peinture	B	M	M
	Sculpture	B	M	M
	Céramique	B	M	M
	Installation, performance	B	M	M
	Gravure	B	M	M
	Sérigraphie	B	M	M
	Lithographie	B	M	M
	Photographie	B	M	M
	Art dans l'espace public	B	M	M
	Espace urbain	B	M	M
	Images dans le milieu	B	M	M
	Tapisserie	B	M	M
	Stylisme et création de mode	B	M	M
	Design textile	B	M	M
	Typographie	B	M	M
	Reliure	B	M	M
	Illustration	B	M	M
	Bande dessinée	B	M	M
	Publicité	B	M	M
	Communication visuelle et graphique	B	M	M
	Graphisme	B	M	M
	Design industriel	B	M	M
	Architecture d'intérieur	B	M	M
	Design urbain	B	M	M
	Scénographie	B	M	M
	Cinéma d'animation	B	M	M
	Vidéographie	B	M	M
	Arts numériques	B	M	M
	Conservation, restauration des œuvres d'art	B	M	M
	Stylisme de mode	BTC		
	Stylisme d'objet ou esthétique industrielle	BTC		
	Dessin d'architecture	BTC		
	Création d'intérieurs	BTC		
	Arts numériques	BTC		
	Photographie	BTC		
	Images animées ou cinégraphique	BTC		
	Graphisme	BTC		
	Bande dessinée	BTC		
	Illustration	BTC		
	Gravure et impression	BTC		
	Sérigraphie	BTC		
	Publicité	BTC		
	Peinture	BTC		

Domaine/section	Options	Grade		
	Sculpture	BTC		
2° Domaine des arts du spectacle	Image	BTC		
	Son	BTC		
	Montage et scripte	BTC		
	Multimédia	BTC		
	Arts du cirque	BTC		
	Réalisation cinéma et radio-télévision	B	M	M
	Théâtre et techniques de communication	B	M	M
	Interprétation dramatique	B	M	M
	Cinéma		M	M
Radio-TV-Multimédia		M	M	
3° Domaine du théâtre et des arts de la parole	<i>Art oratoire</i>	B	M	M
	Art dramatique	B	M	M
4° Domaine de la musique				
A. Formation instrumentale	Vents	B		M
B. Formation instrumentale	Percussions	B		M
C. Formation instrumentale	Claviers	B		M
D. Formation instrumentale	Cordes	B		M
E. Formation vocale	Chant	B		M
F. Formation vocale	Art Lyrique	B		M
G. Musique ancienne formation instrumentale	Vents	B		M
	Cordes	B		M
	Claviers	B		M
H. Musique ancienne formation vocale	Chant	B		M
	Art Lyrique	B		M
I. Jazz et musique légères	Instrument	B		M
	Composition et arrangement	B		M
	Chant	B		M
J. Musique électroacoustique	Composition acoustique	B		M
	Composition mixte	B		M
K. Ecriture et théorie musicale	Composition	B		M
	Direction d'orchestre			M
	Direction chorale			M
	Ecritures Classiques			M
	Education Musicale			M
	Formation Musicale			M
L. Agrégation de l'enseignement secondaire inférieur en musique		BTC		

Légende (grade) :

Colonne 1 : **B** = Bachelier du 1^{er} cycle de transition (180 crédits), **BTC** = Bachelier type court (180 crédits)

Colonne 2 : **M** = Master en 1 an (B + 60 crédits)

Colonne 3 : **M** = Master en 2 ans (B + 120 crédits)

Annexe II — Etablissement habilités à organiser des études relevant de l'enseignement supérieur artistique

La liste des établissements habilités à organiser des études de type court ou de type long, conformes à l'annexe I est fixée comme suit à partir de l'année académique 2005-2006 :

1. Domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace

Options	Cycle	Académie Royale des Beaux-Arts de Bruxelles	Ecole Nationale supérieure des arts visuels de la Cambre	Ecole supérieure des arts Saint-Luc (Bruxelles)	Institut supérieur libres des arts plastiques, Ecoles de Recherche Graphique-ERG	Etablissement communal d'enseignement supérieur artistique « Le 75 »	Ecole supérieure des arts de la ville de Liège	Ecole supérieure des arts Saint-Luc (Liège)	Ecole supérieure des arts plastiques et visuels de la Communauté française	Académie des Beaux-Arts de la ville de Tournai	Ecole supérieure des arts Institut Saint-Luc (Tournai)
Dessin	1+2	1	1		1				1	1	
Peinture	1+2	1	1		1		1		1	1	
Sculpture	1+2	1	1		1		1		1		
Céramique	1+2		1								
Installation, performance	1+2				1						
Gravure	1+2	1	1		1		1		1		
Séigraphie	1+2	1	1		1						
Lithographie	1+2	1									
Photographie	1+2	1	1		1						
Art dans l'espace public	1+2	1	1								
Espace urbain	1+2	1	1								
Images dans le milieu	1+2								1		
Tapiserie	1+2	1									
Stylisme et création de mode	1+2		1								
Design textile	1+2	1	1							1	
Typographie	1+2		1		1						
Reliure	1+2		1								
Illustration	1+2	1			1		1			1	
Bande dessinée	1+2				1		1			1	
Publicité	1+2				1		1			1	
Communication visuelle et graphique	1+2	1	1		1				1	1	
Graphisme	1+2				1						
Design industriel	1+2		1					1			
Architecture d'intérieur	1+2	1	1	1				1	1	1	

Options	Cycle	Académie Royale des Beaux-Arts de Bruxelles	Ecole Nationale supérieure des arts visuels de la Cambre	Ecole supérieure des arts Saint-Luc (Bruxelles)	Institut supérieur libres des arts plastiques, Ecoles de Recherche Graphique- ERG	Etablissement communal d'enseignement supérieur artistique « Le 75 »	Ecole supérieure des arts de la ville de Liège	Ecole supérieure des arts Saint-Luc (Liège)	Ecole supérieure des arts plastiques et visuels de la Communauté française	Académie des Beaux-Arts de la ville de Tournai	Ecole supérieure des arts Institut Saint-Luc (Tournai)
Design urbain	1+2	1							1		
Scénographie	1+2		1				1				
Cinéma d'animation	1+2		1		1						
Vidéographie	1+2				1		1				
Arts numériques	1+2				1				1		
Conservation, restauration des œuvres d'arts	1+2		1					1			
Stylisme de mode	1										1
Stylisme d'objets ou esthétique industrielle	1										1
Dessin d'architecture	1			1							
Création d'intérieurs	1			1							1
Arts numériques	1			1							
Photographie	1					1					1
Images animées ou cinégraphie	1										
Graphisme	1			1		1					1
Bande dessinée	1			1				1			
Illustration	1			1				1			
Gravure et impression	1					1					
Sérigraphie	1					1					
Publicité	1			1				1			1
Peinture	1					1		1			
Sculpture	1							1			

2. Domaine des Arts du spectacle, visuels et de l'espace

Option	Cycle	INSAS	IAD	ESAC
Image	1	1	1	
Son	1	1	1	
Montage et scripte	1	1	1	
Multimédia	1		1	
Arts du Cirque	1			1
Réalisation cinéma et radio-télévision	1	1	1	
Théâtre et techniques de communication	1+2	1		
Interprétation dramatique	1+2	1	1	
Cinéma	2	1	1	
Radio-TV-Multimédia	2	1	1	

3. Domaine du Théâtre et des Arts de la Parole

Option	Cycle	CRB	CRM	CRL
Art dramatique	1+2	1	1	1
Art oratoire	1+2	1	1	

4. Domaine de la Musique

Section	Option	Cycle	IMEP	CRB	CRM	CRL
Formation instrumentale	Vents	1+2	1	1	1	1
Formation instrumentale	Percussions	1+2	1	1	1	1
Formations instrumentale	Claviers	1+2	1	1	1	1
Formations instrumentale	Cordes	1+2	1	1	1	1
Formation vocale	Chant	1+2	1	1	1	1
Formation vocale	Art Lyrique	1+2	1	1	1	1
Musique ancienne formation instrumentale	Vents	1+2	1	1	1	
	Cordes	1+2	1	1	1	
	Claviers	1+2	1	1	1	
Musique ancienne formation vocale	Chant	1+2		1	1	
	Art lyrique	1+2		1	1	
Jazz et musiques légères	Instrument	1+2		1		
	Composition et arrangement	1+2		1		
	Chant	1+2		1		
Musique électroacoustique	Composition acousmatique	1+2			1	
	Composition mixte	1+2			1	
Écriture et théorie musicale	Composition	1+2		1	1	1

	Direction chorale	2	1	1	1	1
	Direction d'orchestre	2		1	1	1
	Ecritures Classiques	2	1	1	1	1
	Education Musicale	2	1			
	Formation Musicale	2	1	1	1	1
Agrégation de l'enseignement secondaire inférieur		1	1			

5. Légende

Institutions	Sites
Institut National Supérieur des Arts du Spectacle et techniques de diffusion - INSAS	1. Région de Bruxelles-Capitale
Institut des Arts de diffusion - IAD	1. Canton de Wavre
Ecole Supérieure des Arts du cirque - ESAC	1. Région de Bruxelles-Capitale
Conservatoire Royal de Bruxelles - CRB	1. Région de Bruxelles-Capitale
Conservatoire Royal de Mons - CRM	1. Canton de Mons
Conservatoire Royal de Liège - CRL	1. Canton de Liège
Institut Supérieur de Musique et de Pédagogie - IMEP	1. Canton de Namur
Académie Royale des Beaux-Arts de Bruxelles	1. Région de Bruxelles-Capitale
Ecole Nationale des Arts Visuels de la Cambre	1. Région de Bruxelles-Capitale
Institut Saint-Luc	1. Région de Bruxelles-Capitale
Institut Supérieur libre des arts plastiques Ecole de Recherche Graphique - ERG	1. Région de Bruxelles-Capitale
Etablissement communal d'enseignement supérieur artistique "Le 75"	1. Région de Bruxelles-Capitale
Ecole Supérieure des Arts de la Ville de Liège	1. Canton de Liège
Ecole Supérieure des Arts Saint-Luc	1. Canton de Liège
Ecole Supérieure des Arts plastiques et visuels de la Communauté française - Carré des Arts	1. Canton de Mons
Académie des Beaux-Arts de la Ville de Tournai	1. Canton de Tournai
Ecole Supérieure des Arts Institut Saint-Luc	1. Canton de Tournai

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 3392

[C — 2006/29095]

2 JUNI 2006. — Decreet houdende verschillende maatregelen inzake kunsthoger onderwijs (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

1. Wijziging van het decreet van 17 mei 1999 betreffende het kunsthoger onderwijs

Artikel 1. Artikel 2 van het decreet van 17 mei 1999 betreffende het kunsthoger onderwijs wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 2. § 1. Er kan een hoger onderwijs van het korte type of van het lange type worden georganiseerd.

§ 2. De instellingen die een onderwijs van het lange type in vier jaar gedurende het jaar 2004-2005 organiseerden, worden ertoe gemachtigd een onderwijs van de tweede cyclus van éénzelfde optie in 60 of 120 studiepunten gelijktijdig te organiseren. Ze organiseren hun opleidingsprogramma zo dat de student die eerst een master in 60 studiepunten kiest de mogelijkheid wordt geboden om zijn studies zonder bijkomend onderwijs te kunnen voortzetten om de master van dezelfde optie in 120 studiepunten te kunnen behalen.

§ 3. Op het einde van een oorspronkelijke opleiding van ten minste 300 studiepunten, kunnen studies van ten minste 60 studiepunten, behaald in ten minste één studiejaar, leiden tot het behalen van de academische graad van gespecialiseerd kunstmaster.

De graad van gespecialiseerd kunstmaster wordt opgericht. Hij kan in de vier domeinen worden verleend.

§ 4. Het uitgereikte diploma vermeldt het domein, de eventuele afdeling, de optie, de eventuele specialiteit alsook het onderwerp van het eventuele eindstudiewerk.

Art. 2. In artikel 4 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « Het onderwijs kan worden georganiseerd in eenheden die een waarde van één semester hebben en die in de lijn liggen van het systeem voor de transfer van Europese kredieten (ECTS) » opgeheven;

2° In het tweede lid, worden de woorden « , die behoren tot de leeractiviteiten bedoeld in artikel 22 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, » ingevoegd tussen de woorden « De onderwijsactiviteiten » en « omvatten »;

3° Het derde lid wordt opgeheven.

Art. 3. Artikel 6 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 4. Artikel 7, eerste tot vijfde leden, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 31 maart 2004, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 7. De graad van bachelor in de beeldende, visuele en ruimtekunsten wordt opgericht en het daarmee verband houdende diploma wordt uitgereikt op het einde van het kunsthoger onderwijs van het korte type.

De graad van bachelor in de beeldende, visuele en ruimtekunsten wordt opgericht en het daarmee verband houdende diploma wordt uitgereikt op het einde van de eerste cyclus van het kunsthoger onderwijs van het lange type.

De graad van master in de beeldende, visuele en ruimtekunsten wordt opgericht en het daarmee verband houdende diploma wordt uitgereikt op het einde van de tweede cyclus van het kunsthoger onderwijs van het lange type. »

Art. 5. In artikel 8, § 2, van hetzelfde decreet, worden de tweede en derde leden opgeheven.

Art. 6. In artikel 9 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 2, eerste lid, gewijzigd bij het decreet van 31 maart 2004, worden de woorden « of uit de cursussen die eigen zijn aan het betrokken interdisciplinaire studieveld » opgeheven;

2° In § 2, eerste lid, gewijzigd bij het decreet van 31 maart 2004, worden de woorden « 33 % » vervangen door de woorden « 25 procent »;

3° In § 2, derde lid, worden de woorden « De opleiding omvat noodzakelijk de cursussen bedoeld bij artikel 10, § 1, die overeenstemmen met de interdisciplinaire studievelden. » opgeheven.

Art. 7. In artikel 10 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2, vervangen door het decreet van 31 maart 2004, wordt opgeheven;

2° § 3 wordt vervangen door de volgende bepaling : « De lijst van de opties die kunnen worden georganiseerd in het onderwijs van het korte type en van het lange type in het domein van de beeldende kunsten, de visuele kunsten en de ruimte-kunsten, wordt vastgesteld in bijlage 1.

Interdisciplinariteit kan worden georganiseerd tussen alle binnen de instellingen georganiseerde onderwijsactiviteiten »;

3° § 4 wordt opgeheven.

Art. 8. In artikel 11 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 31 maart 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Het tweede lid wordt vervangen door het volgende lid : « Die graad wordt toegekend en het diploma in verband daarmee wordt uitgereikt door de instelling waar de studies die ertoe voorbereiden, worden georganiseerd. ».

2° Het derde lid wordt vervangen door het volgende lid :

« Worden toegelaten om zich aan te melden voor de examens die leiden tot het behalen van de voormelde graad en het voormelde diploma, de houders van het diploma van licentiaat in de beeldende kunsten, visuele kunsten en ruimtekunsten, de studenten die studies volgen die leiden tot de graad van licentiaat in de beeldende kunsten, visuele kunsten en ruimtekunsten, de studenten die houder zijn van de graad van master in de beeldende, visuele en ruimtekunsten, de studenten die studies volgen die leiden tot de graad van master met de didactische finaliteit. In dat laatste geval wordt de aggregatie samen met de graad van master verleend aan de student. ».

3° In het vierde lid, gewijzigd bij het decreet van 3 maart 2004, worden de woorden « 300 lessen » vervangen door « 30 studiepunten, die ten minste 300 uren onderwijsactiviteiten omvatten. De aggregatie moet in één studiejaar kunnen worden gevolgd. ».

4° Het vijfde lid wordt opgeheven.

Art. 9. Artikel 12 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 31 maart 2004, wordt opgeheven.

Art. 10. In artikel 13, worden de eerste tot zesde leden van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 31 maart 2004, vervangen door de volgende drie leden :

« Art. 13. De graad van bachelor in de muziek wordt opgericht en het diploma in verband daarmee wordt uitgereikt op het einde van het kunsthoger onderwijs van het korte type.

De graad van bachelor in de muziek wordt opgericht en het diploma in verband daarmee wordt uitgereikt op het einde van de eerste doorstromingscyclus van het kunsthoger onderwijs van het lange type.

De graad van master in de muziek wordt opgericht en het diploma in verband daarmee wordt uitgereikt op het einde van de tweede cyclus van het kunsthoger onderwijs van het lange type. »

Art. 11. In artikel 14 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1, worden de woorden « De uitgereikte diploma's vermelden onder meer de optie. » opgeheven.

2° § 4 wordt door de volgende tekst vervangen :

« § 4. De lijst van de afdelingen en opties die kunnen worden georganiseerd in het onderwijs van het korte type en van het lange type wordt vastgesteld in bijlage 1. »

3° In § 5, gewijzigd bij het decreet van 3 maart 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) De eerste tot derde leden worden vervangen door de volgende bepalingen :

« Er wordt een graad van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs voor het domein van de muziek ingesteld.

Die graad wordt opgericht en het diploma in verband daarmee wordt uitgereikt door de inrichting waarin de studies die ertoe voorbereiden, worden georganiseerd.

Toegelaten worden zich aan te melden voor de examens die leiden tot het behalen van de voormelde graad en het voormelde diploma, de houders van het diploma van licentiaat in de muziek, de studenten die studies volgen die leiden tot de graad van licentiaat in de muziek, de studenten die houder zijn van de graad van master in de muziek, de studenten die studies volgen die leiden tot de graad van master in de muziek met een didactische finaliteit. In dit laatste geval, wordt de aggregatie uitgereikt aan de student samen met de graad van master. »

b) In het vierde lid worden de woorden « 450 lessen » vervangen door de woorden « 30 studiepunten die overeenstemmen met ten minste 300 uren onderwijsactiviteiten. »

c) Het vijfde lid wordt opgeheven.

Art. 12. In artikel 15, tweed lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 31 maart 2004, worden de woorden « lesroosters » vervangen door de woorden « studieprogramma's die het lesrooster omvatten » en worden de woorden « twee uren » vervangen door de woorden « zestig uren ».

Art. 13. Artikel 16 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 31 maart 2004, wordt opgeheven.

Art. 14. Artikel 17 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 31 maart 2004, wordt opgeheven.

Art. 15. In artikel 18 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 31 maart 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De eerste en tweede leden worden vervangen door de volgende leden : « Art. 18. De graad van bachelor in de toneelkunst en in de woordkunsten wordt opgericht en het diploma dat daarmee verband houdt, wordt uitgereikt op het einde van de eerste doorstromingscyclus van het kunsthoger onderwijs van het lange type.

De graad van master in de toneelkunst en in de woordkunsten wordt opgericht en het diploma dat daarmee verband houdt, wordt uitgereikt op het einde van de tweede cyclus van het kunsthoger onderwijs van het lange type. »;

2° De derde en vierde leden worden opgeheven.

Art. 16. In artikel 19 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Binnen het domein, worden de opties bepaald door hun studieprogramma :

Ten minste de helft van het totaal aantal uren bepaald in het lesrooster wordt besteed aan de cursussen die de kunstopleiding tot doel hebben.

2° § 2 wordt aangevuld met het volgende lid :

« Elk studiejaar in het onderwijs in de toneelkunst en in de woordkunsten telt onderwijsactiviteiten van ten minste 900 uren en hoogstens 1200 uren. »

3° In § 3 wordt het woord « afdeling » vervangen door het woord « optie ».

4° § 4 wordt vervangen door de volgende tekst :

« § 4. De lijst van de organiseerbare opties in het onderwijs van het lange type in het domein van de toneelkunst, wordt vastgesteld in bijlage 1 bij dit decreet. »

5° In § 5, gewijzigd bij het decreet van 3 maart 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) De eerste tot derde leden worden vervangen door de volgende leden :

« Er wordt een graad van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs voor het domein van de toneelkunst en de woordkunsten ingesteld.

« Die graad wordt toegekend en het diploma in verband daarmee wordt uitgereikt door de inrichting waarin de studies die ertoe voorbereiden, worden georganiseerd.

Toegelaten worden om de examens af te leggen die leiden tot het behalen van de voormelde graad en het voormelde diploma, de houders van het diploma van licentiaat in de toneelkunst en de woordkunsten, de studenten die studies volgen die leiden tot de graad van licentiaat in de toneelkunst en de woordkunsten, de studenten die houder zijn van de graad van master in de toneelkunst en de woordkunsten, de studenten die studies volgen die leiden tot de graad van master met de didactische finaliteit. In dat laatste geval wordt de aggregatie samen met de graad van master aan de student uitgereikt. »;

b) In het vierde lid, worden de woorden « 450 lessen » vervangen door de woorden « 30 studiepunten, die overeenstemmen met ten minste 300 uren onderwijsactiviteiten »;

c) Het vijfde lid wordt opgeheven.

Art. 17. In artikel 20, tweede lid, van hetzelfde decreet, wordt het woord « lesroosters » vervangen door de woorden « studieprogramma's die het lesrooster omvatten », wordt het woord « afdeling » vervangen door het woord « optie », en worden de woorden « twee uren » vervangen door de woorden « zestig uren ».

Art. 18. Artikel 21 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 31 maart 2004, wordt opgeheven.

Art. 19. In artikel 22 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 19 november 2003 en 31 maart 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De eerste tot vijfde leden worden vervangen door de volgende leden :

De graad van bachelor in de vertoningskunsten en de technieken voor de verspreiding en de communicatie wordt opgericht en het diploma in verband daarmee wordt uitgereikt op het einde van een cyclus van het kunsthoger onderwijs van het korte type.

De graad van bachelor in de vertoningskunsten en de technieken voor de verspreiding en de communicatie wordt opgericht en het diploma in verband daarmee wordt uitgereikt op het einde van de eerste doorstromingscyclus van het kunsthoger onderwijs van het lange type.

De graad van master in de vertoningskunsten en technieken voor de verspreiding en de communicatie wordt opgericht en het diploma in verband daarmee wordt uitgereikt op het einde van de tweede cyclus van het kunsthoger onderwijs van het lange type.

De lijst van de organiseerbare opties in het onderwijs van het korte type en van het lange type van het domein van de vertoningskunsten en technieken voor de verspreiding en de communicatie wordt in bijlage 1 vastgesteld.

Binnen elke cyclus worden de opties door hun studieprogramma's bepaald.

Ten minste de helft van het totaal aantal lessen bepaald in het studieprogramma wordt besteed aan de cursussen die de kunstopleiding tot doel hebben.

Elk studiejaar telt onderwijsactiviteiten van ten minste 700 uren en hoogstens 1200 uren.

In elke optie vertegenwoordigen de verplichte cursussen twee derde van de lessen bepaald in het studieprogramma.

In het kader van hun pedagogische vrijheid beschikken de inrichtende machten over één derde van de studiepunten bepaald in het studieprogramma om het opleidingsaanbod aan hun pedagogische project aan te passen. »;

2° De zevende tot elfde leden worden opgeheven.

Art. 20. In artikel 23 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 3 maart 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Het tweede lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Die graad wordt toegekend en het diploma in verband daarmee wordt uitgereikt door de inrichting waarin de studies die ertoe voorbereiden, worden georganiseerd. »

2° Het derde lid wordt vervangen door het volgende lid :

« Toegelaten worden de examens af te leggen die leiden tot het behalen van de voormelde graad en het voormelde diploma, de houders van het diploma van licentiaat in de vertoningskunsten en de technieken voor de verspreiding en de communicatie, de studenten die studies volgen die leiden tot de graad van licentiaat in de vertoningskunsten en de technieken voor de verspreiding en de communicatie, de studenten die houder zijn van de graad van master in de vertoningskunsten en de technieken voor de verspreiding en de communicatie, de studenten die studies volgen die leiden tot de graad van master met de didactische finaliteit. In dit laatste geval, wordt de aggregatie samen met de graad van master aan de student verleend. ».

3° In het vierde lid, worden de woorden « 300 lessen » vervangen door de woorden « 30 studiepunten, die overeenstemmen met ten minste 300 uren onderwijsactiviteiten. ».

4° Het vijfde lid wordt opgeheven.

Art. 21. Afdeling VI van hetzelfde decreet, dat artikel 24 omvat, aangevuld bij het decreet van 19 november 2003, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Afdeling VI. — Machtiging

Art. 24. De hogere kunstschoolen die ertoe worden gemachtigd het kunsthoger onderwijs te organiseren overeenkomstig de bepalingen van dit decreet zijn :

- 1° L'institut National Supérieur des Arts du Spectacle (INSAS);
- 2° L'Académie royale des Beaux-Arts de la ville de Bruxelles - Ecole Supérieure des Arts;
- 3° L'Ecole Nationale Supérieure des Arts Visuels de La Cambre;
- 4° Le Conservatoire royal de Bruxelles;
- 5° L'Ecole Supérieure des Arts Saint-Luc de Bruxelles;
- 6° L'ERG – Ecole Supérieure des Arts (Ecole de recherche graphique);
- 7° L'Ecole supérieure communale des Arts de l'image « Le 75 »;
- 8° L'Institut des Arts de Diffusion;
- 9° L'Ecole Supérieure des Arts de la Ville de Liège;
- 10° Le Conservatoire royal de Liège;
- 11° L'Ecole Supérieure des Arts Saint-Luc de Liège;
- 12° L'Institut Supérieur de Musique et de Pédagogique (IMEP);
- 13° Le Conservatoire royal de Mons;
- 14° L'Ecole Supérieure des Arts Plastiques et Visuels de la Communauté française;
- 15° L'Académie des Beaux-Arts de la Ville de Tournai;
- 16° L'Ecole Supérieure des Arts Institut Saint- Luc à Tournai;
- 17° L'Ecole Supérieure des Arts du Cirque.

Art. 24bis. § 1. De machtiging tot het organiseren van de studies van het kunsthoger onderwijs overeenkomstig de bepalingen van dit decreet en tot het toekennen van de academische graden ter bekrachtiging ervan, wordt toegekend aan een hogere kunstschool. De machtiging heeft betrekking op een studiecycclus, alsook op de sites waar die studies kunnen worden georganiseerd. ».

Een site is een geografische ligging van infrastructuur die door de instellingen voor hoger onderwijs voor hun activiteiten bestemd worden. Als afzonderlijke sites worden beschouwd, het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, alsook elk kieskanton in het Waalse Gewest.

Een inrichting kan een deel van de leeractiviteiten buiten de aldus bepaalde sites organiseren, voor zover die gedecentraliseerde activiteiten niet meer dan 15 studiepunten voor elke studiecycclus tellen en nooit een verdeling van dezelfde leeractiviteiten uitmaken.

§ 2. Twee of meer inrichtingen kunnen een studiecycclus waartoe ze gemachtigd zijn, co-organiseren, zonder dat dit tot gevolg zou hebben dat het aantal sites waar elk studiejaar georganiseerd wordt, wordt verhoogd.

De nadere regels voor de organisatie en de verdeling van de activiteiten worden vastgesteld in een door de Regering goed te keuren overeenkomst tussen de partner-instellingen.

§ 3. Een uit een fusie voortvloeiende hogere kunstschool krijgt de machtigingen toegewezen waarvan de samengevoegde hogere kunstschoolen titularis waren.

Art. 24ter. De machtigingen vermeld in bijlage II kunnen worden herzien na advies van de hoge raad voor kunsthoger onderwijs, met uitwerking met ingang van het academiejaar dat volgt op het jaar waarin het decreet tot toekenning van die machtigingen wordt aangenomen. Om als gunstig te worden geacht, moet het advies van de hoge raad voor kunsthoger onderwijs met een tweederdemeerderheid worden uitgebracht.

Art. 24quater. Om hun krachtens dit decreet toegekende machtigingen te kunnen genieten, moeten de hogere kunstschoolen zich schikken naar het geheel van de wets-, decreet- en verordeningbepalingen die van toepassing zijn op het kunsthoger onderwijs. »

2. Wijziging van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschoolen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten)

Art. 22. In artikel 2, § 1, van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschoolen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten) worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) 5° wordt vervangen door de volgende tekst : « 5° Optie : optie bedoeld in de artikelen 10, § 3; 14, § 4; 19, § 4 en 22 van het decreet; »

b) 17° wordt vervangen door de volgende tekst :

« 17° Representatieve studentenorganisatie erkend door de Franse Gemeenschap : de organisatie(s) bedoeld in artikel 27 van het decreet van 12 juni 2003 tot bepaling en organisatie van de deelneming van de studenten binnen de universitaire instellingen en tot instelling van de deelneming van de studenten op het gemeenschapsvlak; »

c) punt 22°, gewijzigd bij het decreet van 31 maart 2004, wordt vervangen door de volgende tekst : « 22° onderwijsactiviteiten : de activiteiten bedoeld in artikel 4 van het decreet; »

d) er wordt een punt 24° ingevoegd, luidend als volgt :

« 24° overheden van de hogere kunstschoolen : de instanties die in elke hogere kunstschool, ofwel bij een reglement, ofwel krachtens hun statuten, ofwel bij delegatie, ertoe worden gemachtigd de beslissingsbevoegdheden bedoeld bij dit decreet en zijn toepassingsbesluiten uit te oefenen. »

Art. 23. In artikel 3, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « met toepassing van artikel 6, lid 2, van het decreet » vervangen door de woorden « met toepassing van de artikelen 28, 29 en 30 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten.

Art. 24. Artikel 16, vijfde lid van hetzelfde decreet, aangevuld bij het decreet van 3 maart 2004, wordt opgeheven.

Art. 25. Artikel 17 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 17. De pedagogische beheersraad is samengesteld uit :

1° de directeur of de adjunct-directeur, wanneer dit ambt toegekend is;

2° 5 vertegenwoordigers van de leraars en begeleiders die elk georganiseerd gebied vertegenwoordigen;

3° 3 vertegenwoordigers van de vakbonden;

4° 2 vertegenwoordigers van de assistenten, wanneer dit ambt toegekend is dat elk georganiseerd domein vertegenwoordigt;

5° een vertegenwoordiger van de andere categorieën van het personeel dan de categorie van het onderwijzend personeel;

6° vijf afgevaardigden van de studenten die elk georganiseerd gebied vertegenwoordigen.

Met uitzondering van de leden bedoeld in 1°, heeft ieder lid een plaatsvervanger, aangewezen of verkozen volgens dezelfde nadere regels als de werkende leden.

Deze vervangt het werkend lid bij diens afwezigheid, overlijden, ontslag of verlies van de hoedanigheid waarin dat lid werd verkozen.

Wanneer een mandaat voor het einde van de termijn vacant wordt gelaten zowel door het werkend lid als door zijn plaatsvervanger, wordt een nieuwe verkiezing georganiseerd. De aldus verkozen leden voleindigen het mandaat van de leden die ze vervangen.

In afwijking van het eerste lid, wanneer de hogere kunstschoolen studies in verschillende domeinen organiseert, worden de leden van de pedagogische beheersraad bedoeld in het eerste lid, 2°, 4° en 6°, paritair verdeeld.

Voor de toepassing van het vijfde lid, wordt het aantal leden bedoeld in het eerste lid, 2° en 6° vermeerderd met een eenheid wanneer de inrichting twee domeinen telt. »

Art. 26. In artikel 18 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Het derde lid van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 3 maart 2004, wordt vervangen door het volgende lid :

« De vertegenwoordigers van het assistentenpersoneel worden voor een vernieuwbaar mandaat van twee jaar gekozen door de gezamenlijke assistenten van de hogere kunstschoolen. ».

2° In het zevende lid, wordt het woord « onderwijzende » ingevoegd voor de woorden « personeelsleden van de hogere kunstschoolen ».

Art. 27. In titel II van hetzelfde decreet, wordt een hoofdstuk VI, dat de artikelen 34bis tot 34decies omvat, ingevoegd, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK VI — Toezicht op de beslissingen

Art. 34bis. De Regering geeft afgevaardigden van de Regering bij de hogere kunstschoolen opdracht toezichtstaken uit te oefenen bij de hogere kunstschoolen. Ze worden onder de commissarissen bij de hogescholen aangewezen, op de voordracht van de minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort. Het toezicht op de hogere kunstschoolen kan het geheel of een deel van de taak van een commissaris uitmaken. ».

De commissarissen van de Regering bij de hogescholen die door de Regering belast worden met opdrachten bij de hogere kunstschoolen blijven vallen onder het statuut van de commissarissen zoals vastgesteld bij het decreet van 17 maart 1997 tot vaststelling van het statuut van de commissarissen bij de hogescholen.

Art. 34ter. Het ambt van afgevaardigde van de Regering bij de hogere kunstschoolen is onverenigbaar met elk ambt of elk mandaat waardoor zijn titularis in permanente functionele strijd zou worden geplaatst met het ambt van afgevaardigde van de Regering bij de hogere kunstschoolen.

Art. 34quater. De afgevaardigde van de Regering die aangewezen is voor de hogere kunstschoolen zorgt ervoor dat de inrichtende macht of de overheden van de hogere kunstschool die op grond van een delegatie handelen, beslissingen nemen die de wetten, decreten, besluiten en verordeningen die krachtens die wetten of decreten worden genomen, in acht nemen.

Hij oefent eveneens, bij de hogere kunstschoolen, een adviseursambt bij de toepassing van de wetgeving uit, probeert aan te zetten tot de uitwisseling van goede beheerspraktijken, en treedt op als bemiddelaar in de conflicten tussen de studenten en de hogere kunstschoolen.

Art. 34quinquies. Iedere afgevaardigde van de Regering bedoeld in artikel 34bis wordt aangewezen voor verschillende hogere kunstschoolen.

De hogere kunstschoolen bedoeld bij elke aanwijzing ressorteert onder ten minste twee onderwijsnetten.

Geen hogere kunstschool kan meer dan vijf opeenvolgende jaren door éénzelfde regeringsafgevaardigde worden gecontroleerd.

Naast de lijst van de hogere kunstschoolen die er uitdrukkelijk wordt vermeld, kan de aanwijzingsbrief elke nieuwe opdracht bepalen die nuttig zou zijn voor de toezichtopdracht die hij verleent.

Art. 34sexies. De Regering stelt de lijst vast van de toezichtstaken van de afgevaardigden van de Regering bij de hogere kunstschoolen.

De lijst van die taken omvat inzonderheid het toezicht op het aantal regelmatig ingeschreven studenten van iedere kunstschool die in aanmerking komen voor de financiering, het toezicht op de naleving van de wetgeving betreffende de overheidsopdrachten.

Die lijst is specifiek voor de hogere kunstschoolen.

Met het oog op de uitoefening van hun opdrachten, krijgen de afgevaardigden van de Regering bij de hogere kunstschoolen een afschrift, binnen een termijn van tien werkdagen, van alle beslissingen genomen door de inrichtende macht of de overheden van de hogere kunstschool die bij delegatie handelen op het gebied van de aangelegenheden waarvoor ze bevoegd zijn.

Op hun verzoek of op verzoek van de pedagogische beheersraad, kunnen de afgevaardigden van de Regering de vergaderingen van de pedagogische beheersraad van de hogere kunstschool en van de sociale raad bijwonen. Ze hebben er een adviserende stem voor de vraagstukken die onder hun bevoegdheid vallen, met uitsluiting van de aangelegenheden die tot de pedagogische vrijheid behoren.

De afgevaardigden van de Regering bij de hogere kunstschoolen richten aan de inrichtende macht of aan de overheden van de hogere kunstschool die bij delegatie handelen alle opmerkingen die ze nuttig achten in het kader van hun opdracht.

Art. 34septies. § 1. De afgevaardigden van de Regering dienen een met redenen omkleed beroep bij de Regering in tegen elke beslissing van de inrichtende macht of van de overheden van de hogere kunstschool die bij delegatie handelen, die zij strijdig achten met de wetten, decreten, besluiten en verordeningen genomen krachtens die wetten en decreten, binnen de tien werkdagen die volgen op de ontvangst van het afschrift van de beslissing.

Van dat beroep wordt binnen dezelfde termijn kennis gegeven aan de inrichtende macht die de aangevochten beslissing heeft genomen of aan de inrichtende macht of de bij delegatie handelende overheden van de hogere kunstschool die de aangevochten beslissing hebben genomen.

De uitvoering van de beslissing wordt door het beroep geschorst.

§ 2. De beslissing heeft uitwerking indien de Regering, binnen de dertig dagen na de indiening van het beroep, geen gebruik heeft gemaakt van de prerogatieven bepaald in de §§ 3 en 5.

§ 3. Binnen de dertig dagen na de indiening van het beroep, deelt de Regering, in voorkomend geval, de inrichtende macht of de bij delegatie handelende inrichtende macht of overheden van de hogere kunstschool mee dat de beslissing strijdig is met de wetten, decreten, besluiten en verordeningen die krachtens die wetten of decreten worden genomen. Die mededeling wordt met redenen omkleed. In dezelfde akte verzoekt de Regering de inrichtende macht of de bij delegatie handelende overheden van de hogere kunstschool om binnen dertig dagen een nieuwe beslissing te nemen die niet onrechtmatig of onwettig is, of om haar/hun beslissing in te trekken.

§ 4. Indien, op het einde van die termijn, geen nieuwe beslissing is genomen, of indien de inrichtende macht of de bij delegatie handelende overheden van de hogere kunstschool de beslissing niet hebben ingetrokken, spreekt de Regering binnen de twintig dagen de vernietiging van de beslissing uit, indien deze werd genomen door de bij delegatie handelende overheden van een hogere kunstschool van de Franse Gemeenschap. Als het gaat om een gesubsidieerde hogere kunstschool, schorst de Regering, binnen de twintig dagen, de toekenning van de jaarlijkse werkingsubsidie aan de inrichtende macht van die hogere kunstschool.

De door de Regering genomen maatregel wordt met redenen omkleed en binnen een termijn van zeven werkdagen meegedeeld aan de inrichtende macht of aan de inrichtende macht en de bij delegatie handelende overheden van de hogere kunstschool.

§ 5. In afwijking van de paragrafen 3 en 4, eerste lid, spreekt de Regering zich uit over het beroep van een afgevaardigde van de Regering om te controleren of de inschrijving regelmatig is of de student voor financiering in aanmerking kan komen.

Art. 34octies. Elk jaar, brengen de afgevaardigden van de Regering bij de hogere kunstschoolen een verslag aan de Regering uit over de werking van elke hogere kunstschool.

Art. 34*nonies*. Wanneer de financiële toestand van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde hogere kunstschool of de inachtneming van de wetten, decreten en verordening dit vereist, kan de minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort, of, in voorkomend geval, de door de Regering daartoe aangewezen afgevaardigde, de overheden van de betrokken hogere kunstschool verzoeken binnen de door haar vast te stellen termijn te beraadslagen over elk vraagstuk dat ze vaststelt.

Wanneer de overheden van de betrokken hogere kunstschool op het einde van de termijn geen beslissing hebben genomen of wanneer de minister zich niet schikt naar de door dit orgaan genomen beslissing, kan de Regering de beslissing nemen in plaats van de overheden van de hogere kunstschool.

Art. 34*decies*. De loon- en werkingskosten van het toezicht door de Commissarissen bij de hogescholen belast met een toezichtstaak bij de hogere kunstschole, geraamd in verhouding tot de opdracht van het toezicht bij de hogere scholen vergeleken met de totale opdracht van de commissaris, worden niet geboekt in C bedoeld in artikel 11, eerste lid, 3° van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen. »

Art. 28. In artikel 37 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In 14°, wordt het woord « kandidaat » vervangen door het woord « bachelor ».

Art. 29. In artikel 38 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) In § 1, eerste lid, worden de woorden « 15 september » vervangen door de woorden « 21 september »;

b) § 1, eerste lid, wordt aangevuld met de volgende zin : « Door zijn inschrijving treedt de student toe tot het pedagogisch en kunstproject van de hogere kunstschool en tot het bijzonder studiereglement. »

c) In § 1, tweede en derde leden, worden de woorden « 30 september » vervangen door de woorden « 15 oktober »;

d) § 2 wordt aangevuld als volgt :

« 4° wanneer die student niet voor financiering in aanmerking komt;

5° Wanneer de onthaalcapaciteit in de tweede cyclus van de hogere kunstschool dit niet mogelijk maakt, met inachtneming van de bepalingen van artikel 38*bis*. »

e) In § 4, wordt het derde lid vervangen door de volgende bepalingen :

« Het reglement van de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde hogere kunstschole bepaalt dat een commissie zal worden opgericht en georganiseerd, belast met het ontvangen van de klachten van de studenten over de weigering van een inschrijving. Die commissie, die waarborgen inzake onafhankelijkheid biedt en waarin studenten zitting hebben, kan, met inachtneming van de door de reglementsbepalingen vastgestelde nadere regels, de weigering ongeldig maken. De student beschikt over tien dagen om beroep aan te tekenen tegen de beslissing voor die commissie, bij aangetekend schrijven. De commissie spreekt zich uit binnen de dertig dagen na de ontvangst van de klacht. »

Art. 30. In hetzelfde decreet wordt een artikel 38*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 38*bis*. § 1. Wanneer een hogere kunstschool met toepassing van artikel 38, § 2, 5° de inschrijving van een student in de tweede cyclus weigert, reikt ze de student een attest van weigering van inschrijving waarvan het model door de Regering wordt vastgesteld. Ze zendt de Regering een afschrift van dat attest onmiddellijk over.

Het attest omvat de uitdrukkelijke motivering van de weigering van inschrijving, de datum van ontvangst van de inschrijvingsaanvraag, haar volgnummer en de datum van weigering van de aanvraag.

§ 2. Elke hogere kunstschool houdt een speciaal register bij waarin elke aanvraag om inschrijving in de volgorde van haar ontvangst wordt opgenomen en ontvangt een uniek identificatienummer.

§ 3. De hogere kunstschole kunnen niet op grond van artikel 38, § 2, 5°, de studenten weigeren die reeds in de instelling ingeschreven zijn en die voor financiering in aanmerking komen.

Met uitzondering van de in het eerste lid bedoelde studenten, kan geen andere student meer worden toegelaten in de optie waarin de student zich wenst in te schrijven nadat het in § 1 bedoelde attest aan een student is uitgereikt.

§ 4. Op 31 maart van elk jaar, deelt elke inrichtende macht, op de voordracht van de directeur, na advies van de pedagogische beheersraad, de Regering van de Franse Gemeenschap het aantal studenten mee die ze kan toelaten in de tweede cyclus, verdeeld over elke georganiseerde optie, in de loop van het volgende academiejaar.

Dat aantal mag niet kleiner zijn dan 90 % van de bevolking van het lopende academiejaar en kleiner dan 90 % van de referentiebevolking. »

Art. 31. Artikel 39, 4°, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende tekst :

« 4° de beschrijving van elk studieprogramma, vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 23 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten; »

Art. 32. Artikel 41 van hetzelfde decreet maakt een hoofdstuk I uit, luidend als volgt :

« Hoofdstuk I – Voorwaarden voor de toelating tot de eerste cyclus », en dat artikel wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 41. Onder voorbehoud van andere bijzondere wettelijke bepalingen, van de verplichting om te slagen voor het toelatingsexamen bedoeld in artikel 25 van het decreet, en, met het oog op het behalen van de academische graad die ze bekrachtigt, hebben toegang tot het eerste jaar van de eerste cyclus, de studenten die houder zijn van :

1° ofwel het getuigschrift van hoger secundair onderwijs, uitgereikt vanaf het schooljaar 1993-1994 door een inrichting voor secundair onderwijs met volledig leerplan of voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap, gehomologeerd door de daartoe ingestelde commissie, alsook de houders van hetzelfde getuigschrift dat, vanaf het burgerlijk jaar 1994, door de examencommissie van de Franse Gemeenschap wordt uitgereikt;

2° ofwel het getuigschrift van hoger secundair onderwijs, uitgereikt uiterlijk op het einde van het schooljaar 1992-1993, samen, voor de toegang tot de studies van de eerste cyclus van een cursus van het lange type, met het diploma van bekwaamheid tot toegang tot het hoger onderwijs;

3° ofwel van een diploma, uitgereikt door een instelling voor hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, dat een academische graad bekrachtigt, ofwel van een diploma uitgereikt door een universitaire instelling of een instelling die het hoger onderwijs met volledig leerplan organiseert krachtens een vroegere wetgeving;

4° ofwel van een getuigschrift of diploma van hoger onderwijs uitgereikt door een instelling voor onderwijs voor sociale promotie;

5° ofwel van een attest dat bewijst dat de student geslaagd is voor één van de toelatingsexamens georganiseerd door de instellingen voor hoger onderwijs of door een examencommissie van de Franse Gemeenschap, waarvan de programma's door de Regering worden vastgesteld na raadpleging, naar gelang van de sector, van de Franstalige interuniversitaire raad, de algemene raad voor hogescholen of de hoge raad voor kunsthoger onderwijs;

6° ofwel van een diploma, bekwaamheidsbewijs of studiegetuigschrift die gelijk zijn met deze die vermeld zijn in de vorige punten, uitgereikt door de Vlaamse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap of door de Koninklijke Militaire School;

7° ofwel van een buitenlands diploma, een buitenlands bekwaamheidsbewijs of buitenlands studiegetuigschrift die erkend zijn als gelijkwaardig met deze die vermeld zijn in de punten 1° tot 4° met toepassing van de wet, een decreet, een Europese richtlijn of een internationale overeenkomst;

8° ofwel van een diploma van bekwaamheid tot toegang tot het hoger onderwijs, uitgereikt door de examencommissie van de Franse Gemeenschap;

9° ofwel van een attest dat bewijst dat de student geslaagd is voor één van de toelatingsexamens die toegang geven tot de studies van het korte type in de hogescholen, georganiseerd door de hogescholen en waarvan de programma's door de Regering worden vastgesteld na raadpleging van de hoge raad voor hogescholen.

De studenten die het in 9° bedoelde attest hebben behaald, hebben slechts toegang tot de studies van het korte type.

In de door de Regering vast te stellen voorwaarden, kunnen de instellingen die studies organiseren die tot het domein van de muziek behoren, studenten inschrijven die de in het eerste lid bedoelde toelatingsvoorwaarden niet vervullen, voor zover die studenten ingeschreven zijn in een inrichting voor leerplichtonderwijs, ze geslaagd zijn voor het toelatingsexamen en een overeenkomst gesloten wordt tussen de betrokken inrichtingen.

De Regering kan aanvullende toelatingsvoorwaarden vaststellen voor de in het vorige lid bedoelde studenten.

De Regering stelt de minimuminhoud van die overeenkomst, het maximumaantal studiepunten die door de student kunnen worden gevolgd, de mogelijkheden tot vrijstelling van cursussen in elk van de betrokken instellingen en de nadere regels voor de telling van de student voor de financiering.

Art. 33. In titel IV, worden de hoofdstukken II tot IV, die de artikelen 41*bis* tot 41 *septies* inhouden, ingevoegd, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK II. — Voorwaarden voor de toegang tot de tweede cyclus

Art. 41*bis*. § 1. Toegang hebben tot studies van de tweede cyclus met het oog op het behalen van de graad die deze bekrachtigen, de studenten die houder zijn van :

1° ofwel de academische graad van de eerste cyclus van dezelfde cursus;

2° ofwel dezelfde academische graad van de tweede cyclus van dezelfde cursus, maar met een andere finaliteit;

3° ofwel een academische graad van het lange type die er toegang toe verschaft krachtens een beslissing van de Regering en onder de door haar vast te stellen aanvullende voorwaarden;

4° ofwel een academische graad die gelijk is aan deze die vermeld zijn in de vorige punten, uitgereikt door inrichtingen die georganiseerd of gesubsidieerd worden door andere Belgische overheden dan de Franse Gemeenschap;

5° ofwel een erkende buitenlandse academische graad die gelijkwaardig is met deze die vermeld zijn in de vorige punten met toepassing van een wet, een decreet, een Europese richtlijn of een internationale overeenkomst, onder dezelfde voorwaarden als de vorige punten.

De aanvullende toegangsvoorwaarden hebben tot doel zich ervan te vergewissen dat de student de vereiste kennis en know-how heeft verworven die noodzakelijk zijn voor het voortzetten van de studies met inachtneming van het pedagogisch en kunstproject van de hogere kunstschool.

Wanneer die aanvullende toegangsvoorwaarden betrekking hebben op één of meer bijkomende cursussen, dan kunnen deze voor de student niet meer dan 60 bijkomende studiepunten vertegenwoordigen, rekening houdend met het geheel van de studiepunten die hij bovendien bij zijn inschrijving kan laten gelden.

Wanneer die aanvullende toegangsvoorwaarden 15 studiepunten overschrijden, maakt die opleiding een voorbereidend studiejaar uit. Die leidt niet tot een diploma en wordt beschouwd als het laatste jaar van een eerste cyclus dat toegang verschaft tot de bedoelde studies. Wanneer de aanvullende toegangsvoorwaarden maximaal 15 studiepunten vertegenwoordigen, maken de bijkomende cursussen deel uit van het studieprogramma van de tweede cyclus.

§ 2. Wanneer de inrichtende machten hun studieprogramma bepalen, moeten ze de onvoorwaardelijke toegang, zonder bijkomende cursussen, tot de tweede cyclus kunnen waarborgen aan iedere houder van een academische graad van de eerste doorstromingscyclus in dezelfde optie, uitgereikt in de Franse Gemeenschap.

§ 3. In afwijking daarvan, hebben eveneens toegang tot de studies van de tweede cyclus, de studenten die, om de academische graad van de eerste cyclus van dezelfde cursus te kunnen behalen, nog hoogstens 12 studiepunten met succes moeten volgen en tevens voor die studies ingeschreven moeten zijn.

De studenten die krachtens die bepaling toegelaten zijn, zullen niet voor beraadslaging in aanmerking worden genomen door een examencommissie van de tweede cyclus alvorens aan alle toelatingsvoorwaarden te hebben voldaan en de academische graad van de noodzakelijke eerste cyclus te hebben behaald.

§ 4. Na het advies van de hoge raad voor kunsthoger onderwijs te hebben ingewonnen, stelt de regering de algemene en bijzondere voorwaarden voor de toelating tot de studies van de tweede cyclus voor de houders van een academische graad van het korte type die door de Franse Gemeenschap wordt toegekend.

Met inachtneming van die bepalingen, op het einde van de procedure voor de toelating tot de tweede cyclus, volgens de door de Regering nader te bepalen regels, kan de student aanvullende cursussen volgen die hoogstens 60 bijkomende studiepunten vertegenwoordigen.

Wanneer die aanvullende toegangsvoorwaarden 15 studiepunten overschrijden, maakt die opleiding een voorbereidend studiejaar uit. Ze leidt niet tot een diploma en wordt beschouwd als het laatste jaar van een eerste cyclus die toegang verschaft tot de bedoelde studies. Wanneer de aanvullende toegangsvoorwaarden hoogstens 15 studiepunten vertegenwoordigen, maken de aanvullende cursussen deel uit van het studieprogramma van de tweede cyclus.

De aanvullende toegangsvoorwaarden hebben tot doel zich ervan te vergewissen dat de student de vooraf vereiste kennis en know-how heeft verworven die noodzakelijk zijn voor het voortzetten van de studies met inachtneming van het pedagogisch en kunstproject van de hogere kunstschool.

Die bepaling is eveneens van toepassing op de studenten die houder zijn van een academische graad – die met ten minste 180 studiepunten overeenstemt – toegekend door instellingen die georganiseerd of gesubsidieerd worden door andere Belgische overheden dan de Franse Gemeenschap, alsook op de studenten die houder zijn van buitenlandse bekwaamheidsbewijzen of graden.

Art. 41ter. In afwijking van artikel 41bis, onverminderd artikel 41 quater, kan de inrichtende macht, op de voordracht van de directeur, na het advies van de pedagogische beheersraad te hebben ingewonnen, met het oog op de toegang tot studies van de tweede cyclus, de know-how en de bekwaamheid van studenten die ze door hun persoonlijke of beroepservaring hebben verworven, laten gelden.

Die nuttige ervaring moet overeenstemmen met ten minste vijf activiteitsjaren, waarbij geen rekening wordt gehouden met hogere studie jaren die zonder succes werden afgesloten. Op het einde van een evaluatieprocedure georganiseerd door een examencommissie samengesteld uit leerkrachten van de optie, oordeelt de inrichtende macht of de kennis en know-how van de student voldoende zijn om die lessen met succes te kunnen volgen.

In dat geval, voor de toegang tot de studies, worden die studenten gelijkgesteld met deze die in artikel 41bis, § 4, bedoeld zijn.

De Regering bepaalt de organisatie van die examens tot geldigmaking van die verworvenheden en de minimumvoorwaarden waaraan die studenten moeten voldoen.

HOOFDSTUK III.— *Geïndividualiseerde toegang*

Art. 41quater. Onder de door de Regering vast te stellen algemene voorwaarden, met het oog op de toelating tot de studies, maakt de directeur, na het advies van de pedagogische beheersraad te hebben ingewonnen, de studiepunten geldig die door de studenten werden verworven gedurende hogere studies of delen van hogere studies die ze reeds met succes zouden hebben gevolgd. De studenten die deze studiepunten genieten, worden vrijgesteld van de overeenstemmende delen van het studieprogramma.

Onder de door de Regering vast te stellen algemene voorwaarden, kan de pedagogische beheersraad in dit verband eveneens de kennis en de bekwaamheid van studenten geldig maken die ze door hun persoonlijke of beroepservaring hebben verworven.

Art. 41quinquies. Onder de door de Regering vast te stellen algemene voorwaarden, kunnen de inrichtende machten, op de voordracht van de directeur, na het advies van de pedagogische beheersraad te hebben ingewonnen, de studenten die het voordeel van de bepalingen van het voorafgaande artikel genieten, een vermindering van de minimumduur van de studies toekennen in verhouding tot het aantal studiepunten die bij de toelating geldig werden gemaakt.

Art. 41sexies. Met uitzondering van de aggregatie, kan geen academische graad worden toegekend door een instelling aan een student die daar, in ten minste één studiejaar, niet 60 studiepunten van het overeenstemmende programma werkelijk zou hebben gevolgd.

In afwijking van het vorige lid, kan de houder van een academische graad van master tot bekrachtiging van studies van de tweede cyclus van ten minste 120 studiepunten in één van de drie bepaalde finaliteiten de academische graad toegekend krijgen die overeenstemt met een andere finaliteit van die graad nadat hij, in ten minste één studiejaar, geslaagd is voor specifieke bijkomende studiepunten.

HOOFDSTUK IV. — *Bedrog bij de inschrijving*

Art. 41septies. De student moet het bewijs leveren dat hij voldoet aan de voorwaarden voor de toegang tot de studies en zich niet bevindt in één van de gevallen van weigering bedoeld in artikel 38, § 2. Het kan worden geleverd met elk bewijsstuk of, bij gebrek aan een document, bij een door de student ondertekende verklaring op erewoord.

In geval van bedrog bij de inschrijving, verliest de student onmiddellijk zijn hoedanigheid van regelmatig ingeschreven student, alsook alle rechten in verband met die hoedanigheid en de rechtsgevolgen van het slagen voor examens gedurende het betrokken academiejaar. De instelling behoudt definitief de inschrijvingsrechten die haar betaald werden. De student kan in geen instelling voor hoger onderwijs worden toegelaten, in welke hoedanigheid ook, gedurende de drie volgende academiejaren. ».

Art. 34. Artikel 43 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepalingen : « Art. 43. § 1. Gedurende éénzelfde academiejaar, kan een student zich twee keer aanmelden voor de examens of evaluatiebeurten van éénzelfde cursus. De directeur kan echter, om behoorlijk met redenen omklede uitzonderlijke redenen die door hem te beoordelen zijn, een student ertoe machtigen zich meer dan twee keer aan te melden voor de samengevoegde evaluatiebeurten gedurende éénzelfde academiejaar.

Voor elke cursus worden in elk algemeen studiereglement de examenzittijden bepaald gedurende welke die evaluatiebeurten worden georganiseerd.

In afwijking van het eerste lid, kan de evaluatie van sommige activiteiten – praktische werkzaamheden, stages, persoonlijke verslagen en werken – slechts één keer per academiejaar worden georganiseerd. Ze wordt dan geacht verbonden te zijn aan elk van de examenzittijden van het onderwijs.

In afwijking van het eerste lid, wordt de evaluatie van de kunstlessen, met uitzondering van deze die bepaald worden door de inrichtende macht in het bijzonder studiereglement, op de voordracht van de directeur na advies van de pedagogische beheersraad, slechts één keer per academiejaar georganiseerd. Ze wordt dan geacht verbonden te zijn aan elk van de examenzittijden van het onderwijs.

De kunstlessen waarvoor twee zittijden kunnen worden georganiseerd, bedoeld in het vierde lid, worden, op collegiale voordracht van de directeurs, na advies van de hoge raad, door de Regering vastgesteld in een bijlage bij het algemeen studiereglement.

§ 2. Voor de studenten van het eerste studiejaar, komen de examens, met inbegrip van deze die bedoeld zijn in § 1, derde lid, georganiseerd op het einde van de eerste periode van vier maanden, voor vrijstelling in aanmerking : het geheel of een deel van die examens kan geldig worden gemaakt, maar deze komen niet in aanmerking als de student zakt.

§ 3. Onder de door de Regering vast te stellen algemene voorwaarden, kan de student kiezen de cursussen van één studiecycclus te verdelen over een aantal academiejaren dat hoger ligt dan het aantal studiejaar bepaald in het programma.

Die in de tijd verspreide planificatie van zijn activiteiten en van de samengevoegde evaluatiebeurten wordt vastgelegd in een jaarlijks herzienbare overeenkomst die met de directeur van de hogere kunstschool op het ogenblik van de inschrijving wordt opgesteld.

Indien de student de studiepunten krijgt die overeenstemmen met de cursussen van zijn geïndividualiseerd programma, kan hij zijn studies voortzetten zonder beschouwd te worden als student die niet voor financiering in aanmerking komt in de zin van artikel 51, 1° of 2°.

Art. 35. Artikel 50 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met het volgende lid :

« De student die ingeschreven is voor een geheel van cursussen die leiden tot de toekenning van minder dan 15 studiepunten wordt echter niet in aanmerking genomen. De student die ingeschreven is voor een geheel van cursussen die leiden tot de toekenning van 15 tot minder dan 45 studiepunten wordt slechts voor een halve eenheid in aanmerking genomen. De studenten die blijven zitten en waarvan het studiejaar een saldo van studiepunten bevat dat lager is dan 45 studiepunten worden altijd volledig in aanmerking genomen. »

Art. 36. In artikel 51, 1°, van hetzelfde decreet, wordt het woord « afdeling » vervangen door de woorden « afdeling of optie ».

Art. 37. Artikel 52 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

« Het aantal betrekkingseenheden berekend voor het geheel van de hogere kunstscholen, wordt voorzien van een coëfficiënt die gelijk is aan 100.

Elk jaar, onderzoekt de Regering de mogelijkheid om een verminderingcoëfficiënt vast te leggen. ».

Art. 38. In artikel 54 van hetzelfde decreet, wordt § 5, 3° vervangen door de volgende tekst :

« 3° In afwijking van het derde lid, indien, in het vier jaar van toepassing van dit decreet, het gemiddeld aantal studenten van een domein die in aanmerking komen voor financiering gedurende de laatste vier jaren, met meer dan 10 % verschilt van het gemiddeld aantal studenten die voor financiering in aanmerking kwamen in datzelfde domein gedurende de academiejaren 1995-1996 tot 1999-2000, brengt de Regering een verslag aan het Parlement van de Franse Gemeenschap alsook een voorstel van eventuele wijziging van de coëfficiënten van artikel 53 voor dat domein uit.

Art. 39. In artikel 55 van hetzelfde decreet worden twee nieuwe leden, luidend als volgt, ingevoegd tussen het tweede lid en het derde lid :

« In afwijking van het vorige lid kan de verhouding tussen betrekkingseenheden van leraars of begeleiders die in vast verband benoemd zijn, niet hoger zijn dan 70 %, om de benoeming of de werving in vast verband mogelijk te maken van leerkrachten die ten minste 55 jaar oud zijn en ten minste 20 jaar dienstactiviteit tellen. Die mogelijkheid kan niet worden toegepast door de hogere kunstscholen die in de vijf vorige jaren leden van het onderwijzend personeel in vast verband hebben benoemd of aangeworven die minder oud waren dan deze aan wie de hogere kunstscholen het voordeel van deze bepaling wensen toe te kennen.

De afgevaardigde van de Regering bevestigt dat de voorwaarden bedoeld bij het vorige lid vervuld zijn ».

Art. 40. Artikel 72, § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 3 maart, wordt aangevuld als volgt :

« De lectoren kunnen deelnemen aan de evaluatie van de studenten. »

Art. 41. In artikel 99 van hetzelfde decreet, wordt het eerste lid vervangen door het volgende lid :

« De personeelsformatie wordt de Regering ter goedkeuring voorgelegd door de directeur van de hogere kunstschool, na het advies van de pedagogische beheersraad te hebben ingewonnen. Die personeelsformatie wordt jaarlijks vastgesteld. Een eerste voorstel van personeelsformatie wordt de Regering ter goedkeuring voorgelegd op 15 februari vóór het academiejaar waarin de personeelsformatie van toepassing zal zijn. De definitieve personeelsformatie wordt de Regering ter goedkeuring voorgelegd op 1 oktober van het academiejaar waarin ze van toepassing is. De personeelsformatie kan in de loop van het jaar worden herzien en aangepast. ».

Art. 42. In artikel 101, derde lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « , waarvan de opdracht hoger is dan 30/600ste voor een academiejaar en » ingevoegd tussen de woorden « studenten » en « waarvoor ».

Art. 43. In artikel 105, § 1, van hetzelfde decreet worden de woorden « na advies van de wervingscommissie, dan » opgeheven.

Art. 44. In artikel 110 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid wordt 3° opgeheven;

2° In het tweede lid worden de woorden « en 3 » opgeheven.

Art. 45. In artikel 226, derde lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « , waarvan de opdracht hoger is dan 30/600ste voor een academiejaar en » ingevoegd tussen de woorden « studenten » en « waarvoor ».

Art. 46. In artikel 230, § 1, van hetzelfde decreet, worden de woorden « na advies van de Wervingscommissie en » opgeheven.

Art. 47. In artikel 235 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid, wordt 3° opgeheven;

2° In het tweede lid, worden de woorden « en 3° » opgeheven.

Art. 48. 2° van artikel 302 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende tekst :

« 2° van een voorzitter en twee plaatsvervangende voorzitters gekozen onder de in activiteit zijnde of in ruste gestelde magistraten, of bij ontstentenis daarvan, onder de ambtenaren-generaal van het ministerie; »

Art. 49. In artikel 356, derde lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « waarvan de opdracht hoger is dan 30/600ste voor een academiejaar en » ingevoegd tussen de woorden « studenten » en « waarvoor ».

Art. 50. In artikel 360, § 1, van hetzelfde decreet, worden de woorden « na advies van de Wervingscommissie en » opgeheven.

Art. 51. In artikel 365 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt 3° opgeheven;

2° in het tweede lid, worden de woorden « en 3° » opgeheven.

Art. 52. Artikel 431, vierde lid, van hetzelfde decreet, wordt aangevuld met de volgende tekst :

« of, bij ontstentenis daarvan, onder de ambtenaren-generaal van het ministerie ».

Art. 53. In hetzelfde decreet wordt een artikel 469bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 469bis. Het personeel bedoeld in de artikelen 468 en 469 voor de verkiezing van de pedagogische beheersraad wordt geacht te behoren tot de categorie « andere categorieën van het personeel dan de categorie van het onderwijzend personeel » bepaald in artikel 17 totdat een statutaire oplossing wordt gevonden en totdat de categorieën waarin ze geplaatst zullen worden, wordt bepaald. »

Art. 54. In artikel 473 van hetzelfde decreet, gedeeltelijk vernietigd bij het arrest nr. 7/2004 van het Arbitragehof, wordt het eerste lid, 1°, vervangen door :

« 1° Na het eerste lid van artikel 5 wordt het volgende lid ingevoegd : « In afwijking van de bepalingen b), c) en e) hierboven, behouden de leerkrachten van de hogere kunstschole die een artistiek beroep uitoefenen het voordeel van het hoofdambt wat de rechtspositie betreffende de uitoefening van hun beroep ook is en welke de bedragen van hun inkomsten en het urenvolume van hun artistieke activiteit ook mogen zijn. ” ».

3. Wijziging van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen.

Art. 55. Artikel 11 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen, aangevuld bij de decreten van 2 december 1996, 30 juni 1998, 17 juli 1998 en 19 mei 2004, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Het punt C bedoeld in het eerste lid, 3°, houdt de loon- en werkingskosten niet in die geraamd worden voor het toezicht door de commissarissen van de Regering bij de hogescholen die door de Regering belast zouden worden met een toezichtstaak bij andere instellingen voor hoger onderwijs buiten de universiteit dan een hogeschool, ten belope van het deel van de opdracht die de commissaris uitoefent bij andere instellingen voor hoger onderwijs buiten de universiteit dan een hogeschool. »

Art. 56. Artikel 35 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2003, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« De Regering kan een commissaris bij de hogescholen toezichtstaken toevertrouwen in andere sectoren van het hoger onderwijs buiten de universiteit.

4. Wijziging van het decreet van 17 maart 1997 tot vaststelling van het statuut van de commissarissen bij de hogescholen

Art. 57. Artikel 13, eerste lid, van het decreet van 17 maart 1997 tot vaststelling van het statuut van de commissarissen bij de hogescholen wordt vervangen door het volgende lid :

« Bij vaststelling van een onverenigbaarheid bedoeld in artikel 37 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen of van een onverenigbaarheid bedoeld in artikel 34 ter van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschole (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), verwittigt de Regering de commissaris per aangetekende brief binnen een termijn van drie dagen. »

Art. 58. Artikel 23, eerste lid, 9°, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2003, wordt vervangen door de volgende tekst :

« 9° indien hij, na eventuele uitputting van de procedure bedoeld in artikel 13, weigert een einde te maken aan een onverenigbaarheid bedoeld in artikel 37 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen of aan een onverenigbaarheid bedoeld in artikel 34 ter van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschole (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten). »

5. Wijziging van het decreet van 31 maart 1994 houdende bepaling van de neutraliteit van het Gemeenschapsonderwijs

Art. 59. Artikel 6, § 1, 3° van het decreet van 31 maart 1994 houdende bepaling van de neutraliteit van het Gemeenschapsonderwijs wordt vervangen door de volgende tekst :

« 3° de universitaire instellingen, de hogescholen en de hogere kunstschole georganiseerd door de Franse Gemeenschap in het kader van de aggregatie van het hoger secundair onderwijs. ».

6. Wijziging van het decreet van 17 december 2003 houdende organisatie van de neutraliteit eigen aan het gesubsidieerd officieel onderwijs en houdende diverse maatregelen inzake onderwijs

Art. 60. Artikel 7, § 1, 3° van het decreet van 17 december 2003 houdende organisatie van de neutraliteit eigen aan het gesubsidieerd officieel onderwijs en houdende diverse maatregelen inzake onderwijs wordt vervangen door de volgende tekst :

« 3° de universitaire instellingen, de hogescholen en de hogere kunstschoolen georganiseerd door de Franse Gemeenschap in het kader van de aggregatie van het hoger secundair onderwijs. ».

7. Wijziging van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving

Art. 61. In artikel 12, § 2^{quater} van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, gewijzigd bij de wet van 14 juli 1975, de wet van 5 augustus 1978, de wet van 29 juni 1983, het koninklijk besluit nr. 413 van 29 april 1986, het koninklijk besluit nr. 462 van 17 september 1986, het koninklijk besluit nr. 505 van 31 december 1986, het decreet van 12 juli 1990, het decreet van 16 april 1991, het decreet van 19 juli 1991, het decreet van 26 juni 1992, het decreet van 10 april 1995, het decreet van 9 september 1996, het decreet van 2 december 1996, het decreet van 24 juli 1997, het besluit van de Regering van 8 november 2001, het decreet van 20 december 2001, het besluit van de Regering van 27 juni 2002 en het decreet van 20 juli 2005, worden de woorden « 1 december » vervangen door de woorden « 1 februari ».

8. Wijziging van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten

Art. 62. Artikel 15 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« In het kunsthoger onderwijs, omvatten de curricula van het korte type echter hoogstens 180 studiepunten. »

Art. 63. Artikel 16, § 4, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

« De grondige finaliteit kan worden georganiseerd door een hogere kunstschool, voor zover ze met één of meer universiteiten of met een universitaire academie een overeenkomst heeft gesloten die de Regering voorafgaandelijk ter goedkeuring was voorgelegd ».

Art. 64. In artikel 23, tweede lid, van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, wordt het cijfer « 2 » vervangen door het cijfer « 1 » en wordt het cijfer « 30 » vervangen door het cijfer « 60 ».

9. Opheffings- en slotbepalingen

Art. 65. Artikel 14 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de reglementering van het hoger kunstonderwijs met het oog op integratie in de Europese ruimte wordt opgeheven.

Art. 66. Dit decreet treedt in werking gedurende de opeenvolgende academiejaren, met uitzondering van de periode van de eerste drie academiejaren die op 1 september 2006 begint.

In afwijking van het eerste lid, treden de artikelen 22, b), 24 tot 27, 29, 30, 36 tot 53, 55 tot 62, in werking op 15 september 2006.

In afwijking van het eerste lid, heeft artikel 54 uitwerking met ingang van 1 september 2002 en houdt op uitwerking te hebben met ingang van 31 december 2005.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, op 2 juni 2006.

De Minister-Presidente,
belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
Cl. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

Nota

(1) *Zitting 2005-2006*
Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 248-1. — Commissieamendementen, nr. 248-2. — Verslag, nr. 248-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van dinsdag 30 mei 2006.